

La guerre de l'Ogaden

L'U.R.S.S.
ASSURÉ AUX ÉTATS-UNIS
QUE L'ARMÉE ÉTHIOPIENNE
NE PÉNÉTRERAIT PAS
EN SOMALIE

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Abonnement 1 an : 198 F (12 numéros)
Abonnement 6 mois : 100 F (6 numéros)
Abonnement 3 mois : 55 F (3 numéros)
Abonnement 15 jours : 18 F (1 numéro)
Abonnement 7 jours : 10 F (1 numéro)
Abonnement 3 jours : 5 F (1 numéro)
Abonnement 1 jour : 2 F (1 numéro)
Abonnement 12 numéros : 198 F
Abonnement 6 numéros : 100 F
Abonnement 3 numéros : 55 F
Abonnement 1 numéro : 18 F
Abonnement 12 numéros : 198 F
Abonnement 6 numéros : 100 F
Abonnement 3 numéros : 55 F
Abonnement 1 numéro : 18 F

La nouvelle crise libanaise

Une paix fragile

Une soudaine explosion de violence à Beyrouth vient rappeler l'absence de la paix fragile libanaise par l'intervention à la fin de l'année 1976 des troupes syriennes. Sous le casque vert de la force arabe de maintien de l'ordre, la présence des troupes de Damas, jouant un rôle de médiateur, a permis de maintenir un calme relatif et d'éviter un conflit armé et particulièrement sanglant de dix-huit mois. Force d'admettre qu'aucun des problèmes fondamentaux qui provoquent la guerre civile n'a été résolu, ce qu'une trêve de trêve.

Le régime du président Sarkis, en tant que difficile reconstruction de l'État sur le plan administratif, mais il a été tout à fait capable d'imposer son autorité politique. Le partage est demeuré à fait géographique et psychologique et, malgré les belles paroles sur l'unité nationale, le pays est resté une communauté chrétienne et la communauté musulmane n'a pu être comblée. Le sud du pays, champ de manœuvre militaire et militaire du royaume-orient, échappe à toute administration nationale et vit sous les bombes. Le problème de présence palestinienne n'a pu être réglé et pèse sur toutes les tentatives de règlement de la situation intérieure libanaise.

Plus grave encore, les agissements demeurent surarmés prêts à reprendre la lutte d'importer quel moment. Le siège des armes lourdes n'a qu'une opération symbolique. L'énorme potentiel de destruction est resté entre les mains des adversaires. Enfin, le Front libanais, qui groupe les partis conservateurs chrétiens, s'érige de plus en plus en État dans l'État, dissimulant ses aspirations au partage sous le mot d'ordre de décentralisation.

Cet égard, Damas porte une responsabilité. Les troupes syriennes, entrées au Liban à la fin de l'année 1976, ont dirigé dans un premier temps l'essentiel de leurs opérations contre le camp palestinien, renforçant ainsi l'influence du Front libanais, devenu la force politique principale du pays. Les chrétiens de l'ouest, menagés par une armée syrienne, ont accueilli avec enthousiasme les troupes syriennes. Mais, ensuite, ils se sont conduits comme une armée d'occupation.

Reste à déterminer les raisons qui ont poussé les Syriens à laisser leur fusil d'épaule pour essayer cette fois de réduire le pouvoir de plus en plus envahissant du Front libanais. L'explication la plus plausible est la crainte de Damas de voir, sous le prétexte de l'absence de l'État, les États-Unis, Israël, l'Égypte et d'autres puissances intervenir pour affaiblir la position de la Syrie dans la lutte libanaise.

Il n'empêche que le problème de l'occupation syrienne est une fois de plus posé avec acuité. Toutes les parties concernées en Liban, y compris la majorité des chrétiens conservateurs, y voient un « mal nécessaire ». Le seul moyen d'y mettre un terme serait de faire libérer le territoire libanais par l'armée syrienne. Si les libanais ne veulent pas demeurer éternellement sous tutelle, il leur faudra bien un jour commencer à organiser leur coexistence.

La recherche d'un compromis est engagée à Beyrouth

La capitale libanaise avait retrouvé, dans la matinée du samedi 11 février, un calme relatif. Le conflit qui oppose miliciens et soldats chrétiens conservateurs aux troupes syriennes fait l'objet de négociations qui vont se poursuivre avec l'arrivée à Beyrouth du ministre syrien des affaires étrangères.

Le ministre israélien de la défense, M. Ezer Weizman, qui s'est rendu, vendredi, sur la frontière israélo-libanaise, a déclaré à des représentants de la Communauté chrétienne du Sud-Liban qu'il était venu de près les événements inquiétants consécutifs aux initiatives syriennes.

De notre correspondant

Beyrouth. — Les combats entre les troupes syriennes et la Force arabe de dissuasion (FAD) et les milices conservatrices chrétiennes ont été interrompus à la suite d'une trêve de 24 heures. Plusieurs indices permettaient de croire que la trêve, annoncée le samedi 11 février, était définitive. Les milices conservatrices chrétiennes, de part et d'autre, ont été à Beyrouth, annoncée pour ce même jour, du ministre syrien des affaires étrangères, M. Khaddam, accompagné des généraux Jamil, vice-ministre de la défense, et Chehab, chef d'état-major.

Samedi matin, on n'entendait plus dans les quartiers de Beyrouth, où s'étaient déroulés les affrontements, que quelques tirs d'armes légères, sporadiques, et manifestement sans cible. La nuit a également été calme et la journée de vendredi, si elle a été marquée par quelques fusillades, notamment entre la nuit et 13 heures, et de nouveau à la tombée de la nuit — dans des secteurs bien déterminés, n'était pas comparable aux précédentes. D'ailleurs, au cours de la matinée, les habitants, après deux jours de claustration, étaient sortis de leurs maisons pour s'approvisionner dans quelques supermarchés et épiceries qui avaient ouvert leurs portes.

C'était de nouveau le cas samedi matin. Durant cet intermède, il a été possible de constater que l'intervention syrienne, dont la durée avait été perceptible à la cadence des bombardements, avait laissé des traces sur de nombreux immeubles. Des carcasses calcinées de voitures jonchaient de nouveau la chaussée, comme au temps de la guerre. L'armée syrienne avait repris position dans les rues où elle avait rétabli ses barrages de contrôle, se comportant avec sévérité et affirmant ainsi son autorité. Des que les rues s'étaient vidées, les soldats syriens étaient repartis sur des positions stratégiques de hauteurs inaccessibles dominent les quartiers.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

La lutte contre la faim

Les pays riches s'accordent pour le stockage des denrées

Sans prendre de décisions formelles, les ministres de l'agriculture de l'O.C.D.E., qui se sont réunis à Paris les 9 et 10 février, se sont accordés sur le principe d'une organisation des marchés alimentaires mondiale basée sur le stockage des denrées. C'est une étape importante dans la discussion internationale engagée depuis 1974 pour l'établissement d'un accord alimentaire mondial visant à éliminer le risque de famine. Toutefois, les pays riches ne sont pas encore d'accord à faire de larges concessions aux pays du tiers-monde.

Les vingt-quatre ministres de l'agriculture de l'O.C.D.E. et de la Yougoslavie ne se sont pas réunis, les 9 et 10 février, à Paris pour négocier, mais simplement pour discuter. Aucune décision formelle n'est donc sortie de cette rencontre, qui n'en est pas moins revêtue d'un grand intérêt : les points de vue sur l'organisation des marchés alimentaires mondiaux des principaux producteurs, exportateurs et importateurs de produits agricoles se sont en effet rapprochés au point que le communiqué final souligne, notamment, la nécessité « de procéder avec célérité à l'établissement d'un système de stocks nationaux coordonnés sur le plan international » et la détermination des participants « de mener à bien dans les meilleurs délais les différentes négociations en cours, en particulier les négociations commerciales multilatérales et celles relatives aux céréales ».

Constitution de réserves mondiales, organisation des marchés des principaux produits, sont les éléments-clés de la sécurité alimentaire mondiale. Les accords de principe entre pays de l'O.C.D.E., s'ils n'ont rien de spectaculaire, marquent néanmoins une nouvelle étape importante vers la constitution d'un « ordre alimentaire mondial ».

Après des engagements solennels.

pris par les pays développés à l'égard du tiers-monde, lors de la conférence de Rome en novembre 1974, en e longtempé plénière. Les négociations internationales se résument à des affrontements idéologiques sans fin entre pays pauvres et pays industrialisés. On parle alors du « food power » (le pouvoir alimentaire). Disposer de réserves de grains, pouvoir approvisionner les pays défavorisés, cela apparaît comme des moyens de brider la jeune puissance des pays exportateurs de pétrole acquis après la guerre du Kippour. L'élection du président Carter a marqué un premier déblocage : sans renoncer à défendre leur intérêt, les États-Unis ont accepté l'idée d'une certaine organisation des marchés, et les négociations sur la constitution d'un Fonds d'aide au développement agricole des pays en voie de développement ont abouti (le Monde du 15 décembre 1977).

On s'approche maintenant d'un accord sur le stockage et les échanges de céréales. Le Conseil mondial du blé doit en débattre dans quelques jours à Genève. Raison semble devoir faire loi.

ALAIN GIRAUD.

(Lire la suite page 20.)

Le meeting gaulliste de Paris

Le R.P.R. a voulu faire la preuve de son audience populaire

Le week-end devait être marqué par les meetings politiques dans la capitale et en province. Samedi, M. Marchais devait prendre la parole à Nancy, M. Mitterrand à Vichy, M. Solson à Auxerre.

Mais c'est surtout le rassemblement organisé à Paris, porte de Pantin, par le R.P.R., qui devait retenir l'attention. M. Chirac devait y présenter les quelques quatre cents candidats de son parti aux législatives et prendre la parole en fin d'après-midi. A gauche, le débat se poursuivait sur la question des désistements. La C.F.D.T. y prend part en demandant aux formations de l'opposition de se prononcer clairement.

Quelques centaines de militants et sympathisants gaullistes étaient déjà arrivés samedi matin, à 10 heures, à la porte de Pantin, au moment où s'ouvrait le rassemblement organisé par le R.P.R. (Voir page 22.) Plusieurs dizaines de trains spéciaux et des centaines d'autocars avaient été mis en service pour les conduire sur place. Avant le déjeuner pris en commun (trente mille plateaux-repas et des restaurants mobiles avaient été prévus), la séance de la matinée a été réservée aux orateurs de la province et à l'intervention de M. Michel Debré, ancien premier ministre (qui a notamment préconisé l'instauration d'un « vote familial »). En fin d'après-midi, après avoir présenté les candidats de son parti, M. Jacques Chirac devait développer les thèmes qui sont les siens depuis qu'il a entrepris, en octobre dernier, sa tournée des départements : sévère critique de l'opposition, fidélité du R.P.R. à la majorité et exaltation du rôle du parti gaulliste au sein de cette majorité.

Par cette manifestation, les dirigeants du R.P.R. voulaient montrer que leur mouvement n'a pas perdu son élan populaire et ils souhaitaient rassembler une assistance plus nombreuse que celle qui le 5 décembre 1976,

avait participé à la naissance du Rassemblement pour la République (entre cinquante et soixante mille personnes s'étaient, ce jour-là, retrouvées à la porte de Pantin). L'importance des premières arrivées semblait indiquer samedi que cet objectif pourrait être atteint.

Comme ils l'ont fait au cours des derniers jours, MM. Mitterrand et Marchais poursuivent leurs échanges sur le thème des désistements à gauche. Le premier secrétaire du parti socialiste a assumé, vendredi soir à Moulins, le non-respect de la discipline républicaine « à la fin de l'union de la gauche ».

Un appel de la C.F.D.T.

La place prise par les syndicats dans l'actualité politique tend à s'accroître. L'appel lancé, le 7 février à Gentilly, par M. Séguin en faveur du parti communiste avait provoqué des critiques au sein même de la C.G.T. La C.F.D.T., pour sa part, a adressé une pressante demande aux partis de l'opposition (P.C., P.S., M.R.G. et P.R.U.) afin qu'ils maintiennent, à la fin de l'année, leur soutien à la gauche, et se prononcent clairement pour un désistement « franc et automatique » en faveur du candidat de gauche le mieux placé au premier tour.

La centrale syndicale que dirige M. Edmond Maire souligne qu'en cas de victoire de la gauche des négociations devront s'ouvrir rapidement avec le gouvernement et le patronat sur les revendications prioritaires des travailleurs.

Déjà, de la tribune du congrès de la fédération C.F.D.T. de la banque, M. Maire avait demandé aux partis de gauche, dès leur éventuelle arrivée au pouvoir, de s'engager à entamer des discussions avec les syndicats. « Les réformes », dit M. Maire, « doivent être élaborées avec ces derniers et non décidées par les seuls pouvoirs ou le Parlement ».

La confédération a lancé un appel en faveur, au premier comme au second tour, des candidats situés « dans le cadre de l'union des forces populaires ». Mais elle refuse l'utilisation de son sigle à des fins électorales.

Dans une autre déclaration, la C.F.D.T. adresse une sévère mise en point à la C.G.T. Les contacts en cours entre les deux centrales, a dit M. Maire, « aboutiront ni à un « programme commun syndical » ni à un « constat de convergences ». Faisant état des liens entre le P.C. et la C.G.T., les confédérés condamnent la constitution entretenue dans la C.G.T. entre les fonctions syndicales et politiques et jugent contraire à l'autonomie syndicale la position prise à Gentilly par M. Séguin.

Libertés nouvelles

I. — CHANGER LA VIE PUBLIQUE

par ROGER-GÉRARD
SCHWARTZENBERG (*)

un spectacle et une parodie de guerre civile.

La vie publique est devenue le sanctuaire d'une caste. La chasse gardée de véritables et professionnels, cumulant portefeuilles, sièges et mandats.

Casser le système

Au sommet de ce « métier », il n'est pas rare d'être à la fois maire, président de conseil général, président de conseil régional, administrateur de plusieurs établissements publics, député ou sénateur, voire membre du Parlement européen.

Certains de ces Maîtres Jacques, de ces hommes-orchestres peuvent être des virtuoses. Mais beaucoup connaissent l'impulsion des radicaux de gauche.

AU JOUR LE JOUR

GRIPPE RUSSE

Tous les hivers, l'Europe a la grippe : d'origine tantôt espagnole, tantôt asiatique, le virus terrasse la moitié du continent.

Cette année, le mal nous vient, paraît-il, de Russie. Après tout, pourquoi pas ? La presse à sensation a évidemment saisi l'occasion pour présenter des « virus russes » comme une menace aussi terrifiante pour l'humanité que le fameux Bochevitch ou quelque autre des dents. Voilà qui n'a pas plus de sens que le ministre est-allemand de la santé. Lorsque la grippe de Hongkong s'est abattue sur la R.D.A., vient-il de déclarer, elle nous venait d'Allemagne fédérale : nous n'en avons pas profité pour calomnier ce pays. Quant au virus actuel, a-t-il ajouté, « il n'a rien de russe. Il s'est d'abord manifesté en Chine ». Nous voici rassurés.

MANUEL LUCBERT.

JULES ROMAINS A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Une synthèse unanimiste

Jules Romains serait-il seulement le père de Knock, comédie toujours et partout reprise, et qui sert de « locomotive » à deux ou trois autres pièces ? Ou l'auteur des Copains, dont continue à se repaître la gent étudiante friande de canulars ? La génération qui a vécu communément avec la poésie de la Vie unanime, compte peu de survivants. Celle qui, plus tard, s'est passionnée pour les hommes de bonne volonté se repaît sur ses souvenirs. Il était temps qu'une vaste exposition résume, à la galerie Mansart, une activité créatrice étendue sur plus de soixante-dix ans, pour que justice fût rendue à un écrivain trop souvent oublié, et dont le renom a souffert d'être un peu en porte-à-faux entre l'élite et le grand public, et pour que fût signalée et soulignée, pour l'histoire littéraire, l'importance du rôle joué par Jules Romains à la Bibliothèque nationale.

Voici donc, répartis en périodes et en thèmes, cette masse de manuscrits en rédaction définitive, de brouillons et de premières versions plus précieuses encore, de plans de travail, de lusses de fiches, de lettres autographes prodigieuses, accompagnées de l'appareil habituel de livres, de maquettes, de costumes, de photos, de dessins, de gravures et de tableaux — mais ou, de tableaux signés des plus grands noms — appelé à rassembler pour six semaines, on homme et son époque.

Apparemment fort diverse, sinon disparate, ayant touché aux lettres et au spectacle, avec des prolongements dans les arts, l'œuvre de Jules Romains exigeait, pour son déploiement, plusieurs compétences.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(Lire la suite page 17.)

éditions sociales

VIVRE MIEUX. VIVRE LIBRE !

25 F

Programme commun de l'actualisation à dossiers ouverts

10 F

Programme commun de gouvernement actualisé

مكتبة الشعب

idées

HISTOIRE

Une légende sur la gauche

par RENÉ REMOND

Dans le foisonnement de comparaisons et de références rétrospectives que suscite l'épave de l'échec électoral, comme la supposition de l'avenir avait besoin de pulser dans la rumination du passé, — une idée tend à s'imposer comme une vérité d'évidence : la gauche, depuis un siècle, n'aurait presque jamais eu l'occasion de gouverner.

Des décomptes fort précis sont même fournis à l'appui : au total, la gauche n'aurait accédé au pouvoir que quelques années en un siècle : sept ans, dit l'un, quatre seulement, dit un autre, depuis la victoire en 1877 des gauches coalisées contre la droite rassemblée derrière le président de la République. Ainsi, à travers la succession des républiques sous des dénominations changeantes, la droite n'aurait jamais cessé de gouverner, enfonçant la gauche dans une opposition permanente.

Cette arithmétique aurait bien surpris les fondateurs de la III^e République, comme leurs successeurs, également convaincus d'instaurer une société démocratique sur les ruines de l'Ancien Régime et pareillement vigilants à l'égard des velléités de revanche de la droite. Mais celle-ci n'aurait pas été moins déconcertée d'apprendre qu'elle n'aurait jamais eu le pouvoir, alors qu'elle n'a guère cessé de gémir sur l'exclusive qui la frappait.

Si le jugement des intéressés peut être suspect, il n'est pas nécessaire d'avoir une connaissance très précise de notre histoire politique pour soupçonner que cette interprétation est assez éloignée de la réalité. Est-ce donc la droite qui a conduit avec persévérance une politique anticléricaliste, expulsé les congrégations, séparé les Eglises de l'Etat ? Serait-ce aussi la droite qui a fondé l'enseignement primaire obligatoire, gratuit, laïque ? Est-ce encore à la droite que les travailleurs doivent la limitation de la durée du travail et les congés payés ? A elle toujours que revient l'initiative des nationalisations de 1945 et l'établissement de la Sécurité sociale ?

En vérité, si l'on additionne les différentes périodes où la gauche a été au pouvoir, depuis son occupation initiale entre 1871 et 1873 jusqu'à la fin de la IV^e République, sans oublier ses victoires électorales de 1924, 1932, 1936, 1945 et 1946, comme de 1956, on découvre qu'elle a gouverné plus de la moitié du temps. Elle a, tout compte fait, été moins souvent dans l'opposition qu'en pouvoir. Si notre système politique n'a pas pratiqué une alternance régulière entre les deux blocs — mais dans quel pays a-t-elle été observée ? —, droite et gauche ont eu cependant leur part des responsabilités et toute latitude de traduire en actes leurs intentions.

Aucune légende n'étant totalement dénuée de fondements, d'où vient que celle de l'éviction

de la gauche soit aujourd'hui si complaisamment reçue ? A dire le vrai, la gauche comme la droite y trouvent leur intérêt, sinon leur compte, pour des raisons contraires qui se font symétriques. La gauche dégage ainsi sa responsabilité de tout un passé qu'elle rejette confusément ; s'il est démontré qu'elle n'eut aucune part à ce que l'esprit public tient, à tort ou à raison, pour des erreurs, l'espérance que sa victoire changera la vie gagne en crédibilité. Mais la droite n'a guère moins de motifs d'apporter sa caution à cette même légende : s'il est vrai que la gauche n'a pas l'expérience du gouvernement, n'est-ce pas une grave imprudence de lui confier la responsabilité du pouvoir, surtout en temps de crise ?

L'intérêt tactique ne dicte pas seul l'adhésion à cette version de l'histoire récente : il y a aussi la difficulté et l'incertitude de calculer purement objectifs quand il s'agit de comptabiliser les forces politiques. Les notions de droite et de gauche n'étant pas l'objet de définitions constantes

et reconnues par tous, la ligne qui les sépare n'est pas matérialisée dans l'espace politique par des repères indéniables. Et une partie de la gauche aujourd'hui ne se reconnaît pas dans celles qui l'ont précédée. Elle récusé le patronage des républicains de 1880 ou de 1900 : cette République a consolidé le pouvoir de la bourgeoisie. Pour qui identifie la gauche au socialisme, centralisé ou autogestionnaire, n'est-ce pas la preuve irréfutable que ce régime était de droite ?

On s'avise aujourd'hui que l'école, où trois générations d'hommes de gauche se sont plu à voir le symbole de la démocratie, du progrès et de l'égalité, a consolidé les inégalités sociales, intensifié les valeurs de la classe dominante, assuré la reproduction des notables et étouffé les personnalités régionales. De même se refuse-t-on à reconnaître dans la politique des gouvernements de la IV^e République, dont les socialistes ont fait partie ou dirigé les destinées de Ramadier à Guy Mollet, une politique de gauche.

La bipolarisation

Et pourtant les uns et les autres, tant bien que mal, ont tenté de gouverner la gauche qui ont entendu faire une politique de gauche. La pire des erreurs en matière de jugement historique sur la politique est de projeter sur le passé — proche ou lointain — notre grille d'analyse. L'adhésion au socialisme est aujourd'hui un des critères distinctifs de la gauche : en début de ce siècle, c'était la position sur la question religieuse. Ils sont également valables, chacun en son temps. De ce que les républicains de gouvernement des années 1880 n'étaient point socialistes, il ne s'ensuit pas qu'ils étaient de droite ; au reste, il n'est que d'entendre leurs adversaires : les conservateurs les tenaient bien pour des hommes de gauche.

Un autre facteur a concouru à accréditer la légende d'une gauche constamment cantonnée dans l'opposition : la bipolarisation, qui a progressivement modelé toute notre vie politique et qui conduit à raisonner dans le cadre d'une division tranchée et infranchissable entre deux blocs que tout séparerait : qui n'est pas nettement à gauche est donc nécessairement à droite. Or, dans le passé, les élections, bloc contre bloc, excluant les positions intermédiaires, ont été relativement rares. De surcroît, les majorités qui ont gouverné ont été plus souvent formées par la conjonction des centres que par la victoire de la gauche rassemblée contre la droite coalisée. Deux raisons de conclure que la victoire n'était pas celle de la gauche et que la politique faite n'était pas non plus la sienne. Mais c'est introduire dans la réalité politique française une

simplification brutale que sont pourtant, en leur temps, les résumés : tant à quelques moments de crise, alors, les forces politiques ne se sont jamais laissées enfermer dans un cadre à deux dimensions.

L'important, pour le calcul des périodes de présence au pouvoir, est que la plupart des gauches ont été partie intégrante de

toutes les majorités électorales et parlementaires pendant toute la III^e République : de temps à autre des hommes et des partis de droite s'y sont trouvés associés, d'abord à la faveur de l'Union sacrée, puis dans l'entre-deux-guerres et de plus en plus souvent. C'est au reste le seul élément de vérité que contienne la thèse de l'accapement prolongé du pouvoir par la droite : la tendance sur un siècle est bien à un retour progressif de la droite au pouvoir et à une association de plus en plus fréquente aux responsabilités ; mais elle a rarement gouverné seule et a presque toujours partagé le pouvoir avec une partie de la gauche, radicaux dans l'entre-deux-guerres, socialistes sous la IV^e République.

Suggérerait-on qu'en acceptant de collaborer avec des formations de droite les radicaux et les socialistes cessaient du même coup d'être de gauche et révélaient leur vraie nature ? Parallèle conclusion fondée sur une définition intégriste et intemporelle de la gauche emportant inéluctablement une conclusion qui demande à être méditée : il n'y a, à ce compte, jamais eu de politique de gauche ; il n'y a pas et il n'y aura sans doute jamais dans la société française de majorité de gauche. La gauche n'a cessé de gouverner et n'a pu l'exercer qu'en fédérant des tendances diverses, dont l'éventail s'étendait loin en direction du centre. Ses possibilités dans le passé d'appliquer ses vues comme sa chance dans l'avenir de réaliser son programme sont à ce prix.

Les insomnies de César

par GABRIEL MATZNEFF

DE QUO VADIS aux Trois Mousquetaires, ce sont les romans historiques qui donnent aux petits garçons le goût de l'histoire. De l'âge de onze ans, je me suis passionnément identifié au personnage d'Athos, et c'est cette passion pour le héros de Dumas qui, un an plus tard, m'a incité à lire les *Mémoires* du cardinal de Retz. Aujourd'hui encore, lorsque je songe à la Fronde, je ne fais que la partager entre ce qui appartient à l'histoire et ce qui relève de l'imagination d'Alexandre Dumas.

Peu importe ! Quand le valet me recueille, à Saint-Jacques-de-Heut-Pas, dans la chapelle où est enterré le cœur d'Anne-Geneviève de Bourbon, duchesse de Longueville, je rêve autant et celle qui fut la protectrice du Grand Amiral et des autres messieurs de Port-Royal qu'elle qui, dans *Vingt ans après*, est la blonde maîtresse d'Aramis. Je me souviens de mon émoi quand, lisant l'histoire de Port-Royal, de Beaugrenon, je découvrais que la belle troupe avait été, sur son lit de mort, assistée par le capitaine de Trévise. Oui, le Trévise des Trois Mousquetaires ! Cet amalgame de la

table et de la vie, ce continué passage de l'une à l'autre, voilà qui m'envoie au-delà de ce que j'en puis dire.

Dans l'*Autre Soleil* (1), Olivier Clément évoque, lorsqu'il était enfant, la réputation que son manuel d'histoire exerçait sur lui : « Charles IX est mort, tous sont morts, ce livre ne parle que de morts. » C'est vrai : en apparence, l'histoire, ce n'est que de vieilles histoires, quelques, quand on est jeune, on a peine à en saisir l'importance, le principe évangélique : « Laissez les morts enterrer les morts. »

Lorsqu'on lit les *Mémoires* du passé, on éprouve une sorte de vertige à la pensée que les hommes et les femmes qu'animent ces passions, ces brèves, ces querelles, ces embûches, ces combats, ces amours, se sont déroulés comme un songe, et ne forment plus qu'un peu de poudre mêlée à la terre indifférente. Les actes des rois, les conquêtes des peuples, les visages des courtisanes, s'éteignent, tels les mirages des sables d'Afrique. Bientôt, un complet oubli les a engloutis.

L'histoire, tissée par le mort des empires et la mort des hommes, est une bonne école de la vanité de tout.

Cependant, ces morts peuvent, d'aventure, être pour nous des exemples vivants. Ce n'est pas par goût de l'érudition abstraite que j'ai écrit mon essai sur le suicide chez les Romains (2), mais pour conforter mon âme par le modèle des hommes libres de l'antiquité romaine, et parce que le courage devant la mort est le seul vertu dont nous sommes sûrs d'avoir besoin un jour.

Lorsqu'on médite sur les camps, les prisons et les tortures dans le monde d'aujourd'hui, on se dit que les *Annales* de Tacite, ces actes des martyrs du stoïcisme, est un livre plus actuel que jamais. Geret, le successeur de Danton en ministère de la Justice, tient à publier, en pleine terreur, les œuvres de Sénèque, et il en cite longuement les spruons afin de mieux se pénétrer de cette philosophie ordée pour le règne de Néron, mais plus nécessaire encore sous celui de Robespierre (3).

Me tortiller dans l'épreuve par le recours à des personnages de

l'histoire est une recette dont je fais un fréquent usage. Dans mes crises de coliques néphrétiques, je ne manque pas d'appeler à mon aide Montaigne, Bossuet, Cassanova, Chénier, qui tous avant moi ont cruellement souffert de la maladie de la pierre, et cas ombres complaisantes me font un cortège escouable. Quand je me tourne et me retourne dans mon lit et le cherche vain du sommeil, j'aime à me réclamer cette phrase de Plutarque : « Resté dans sa tente au couché, César passa une nuit des plus agitées, en proie à mille incertitudes. » Les insomnies de César m'aident à accepter les miennes avec sérénité.

Les historiens de profession font assurément un tout autre usage de Plutarque. Pour moi, je ne demande au passé que de rendre la présent plus poétique, et plus heureux. Cette vision de l'histoire, si idéalisée qu'elle soit, vaut bien celle des universalitaires.

(1) Stock, 1975.
(2) *Bessoulé dans la Delfé*, la Table ronde, 1977.
(3) Cité par Constant Marthia, *Mémoires de l'histoire ancienne*, Hachette, 1968.

Les deux visages de Janus

par ANNE-MARIE COCULA-VAILLIERES (*)

L'HISTOIRE n'a pas besoin de bons ou de mauvais maçons pour ériger la solidité des grands pans du passé reconstitués avec la même ténacité que celle qui a dévissé et dispersé les pierres de la Bastille. L'écriture des professeurs lors des récents états généraux de l'histoire (1) naît de l'offronnement de deux conceptions bien différentes de ce qu'il s'agit de faire de l'histoire et de la grande histoire, l'histoire et l'historiographie. Les historiens ont quantifié la vie, le mariage et la mort, la fête et le sabbat, les crimes et la folie. Ils ont démonté et reconstitué le mécanisme des émotions populaires surgies de la Bretagne, de la Normandie, du Quercy, du Périgord, de la Provence. Mais cet homme que les historiens ont recréé doit tout à son anonymat : c'est replacé dans le groupe, c'est perdu dans la foule qu'il devient significatif et exemplaire.

Alors s'est consommé le divorce entre l'historien et le grand public. En quelques décennies, ce dernier est devenu spectateur. Plus l'historien adhésait le passé, plus les masses médita magnifiquement les événements contemporains, plus l'historien négligeait les grands hommes de l'histoire, plus se développait la mise en scène d'états-spectacles. Quand moins d'une quarantaine d'hommes semblaient faire l'histoire du monde, comment ne pas avoir envie de renouer avec ceux qui, dans le passé, furent les véritables, leurs frères, parfois leurs modèles ? L'histoire doit croire que l'histoire domine se confondent depuis des millénaires avec l'histoire des grands hommes.

(1) Le Monde du 20 décembre 1977.

mes bons ou méchants, prout-dentels ou faiseurs de désastres, à jamais répertoriés dans un grand registre manichéen ? Les visiteurs qui se pressent devant les trésors du tombeau de Toukhiamon assomés l'égypte ancienne à ses pharaons, non à ses fellahs. Or, pendant ce temps, les historiens ont brisé les idoles et la Sorcière de Michélet est rentrée dans le rang avec ses compagnons et compagnons de sabbat, finalement moins dignes d'intérêt que ceux et celles qui les ont dénoncés, jugés et condamnés.

Comment persuader de cet autre regard ceux qui sont, tous les jours et à tous les âges, les spectateurs passionnés ou blasés d'idées bien vivantes, offertes à la gloire et à la décadence avant de l'être à l'oubli ? Le passé est si riche d'exemples sensibles qu'il suffit pour plaire de les exhumers en réduisant la plus possible l'épaisseur historique ou la densité chronologique qui nous sépare d'eux. Ce temps effacé du réel ne se réveille qu'occasionnellement lorsqu'il s'agit, par exemple, de généalogies : ces vagues quêtes familiales, tellement appréciées de nos jours, n'ont-elles pas l'air d'être la dernière l'histoire la plus lointaine le fondateur d'une dynastie ? Les manants comme les princes ont besoin de retrouver l'enracinement perdu, qui distrait parce qu'elle n'est qu'un faux dépaysement et qui rebute parce qu'elle oblige à penser autrement. Apprécier et réduire cette densité, c'est la tâche et la vocation des enseignants. L'histoire à deux visages ne peut avoir de face cachée.

(*) Maître-assistant d'histoire, université de Bordeaux-III.

Les Anciens Combattants et la Société française

par JEAN-MARIE MAYEUR

LES historiens s'intéressent d'habitudes moins aux guerres qu'aux révolutions, la double publication du bon livre de Jean-Jacques Becker (1), qui fait revivre l'entrée de la France dans la guerre de 1914 et de l'Autriche dans la guerre de 1914, et de l'Autriche dans la guerre de 1914, marque un tournant dans l'historiographie. Pour saisir les conséquences du traumatisme de la première guerre mondiale sur la société et les mentalités, A. Prost part du mouvement combattant, dont il relate l'histoire, avant d'en faire la sociologie et d'en définir l'idéologie.

De 1920 à 1927, on assiste à l'émergence du mouvement, juxtaposition d'associations très diverses, qui dominent quelques grandes fédérations nationales. Le mouvement est à son apogée de 1926 à 1934. L'Union fédérale, républicaine, qu'a organisée René Cassin, compte 925 000 membres en 1932, la conservatrice U.N.C. 860 000. L'ensemble du mouvement atteint les trois millions. Certes, et A. Prost en convient volontiers, les anciens combattants ne sont pas acteurs de l'histoire, leur seule intervention marquante dans la vie politique, le 6 février 1934, est un échec, et Doumergue, incapable de faire la réforme de l'Etat, va les décevoir. Mais l'intérêt du mouvement n'est pas dans son rôle comme groupe de pression, il est d'être un extraordinaire révélateur de la société française de l'entre-deux-guerres.

Les associations d'anciens combattants et de victimes de guerre s'adressaient dans la France des années 30 à plus de sept millions et demi de personnes, Prost, l'établit sur le terrain d'une investigation démographique exemplaire. Elles touchaient environ trois millions de cotisants. L'extrême de la retraite ne suffit pas à expliquer ce succès : les associations dépendent du besoin d'assumer une expérience sans équivalent, qui donne le droit d'intervenir dans la vie nationale. Elles traduisent aussi une forme de sociabilité dans le monde rural. La proportion de titulaires

de la carte du combattant — A. Prost fait un sondage sur trois mille dossiers — est d'autant plus faible que le département est plus industriel ou plus urbanisé. Si le monde de la banque et du commerce est sur-représenté, les professions libérales sont sous-représentées. Les classes moyennes et la société rurale : voilà les gros bataillons du mouvement.

Comme l'observe A. Prost dans une remarque qui dépasse ce type d'associations, il n'est pas certain que le mouvement ait eu le même fonction pour ses dirigeants que pour ses adhérents. A la campagne, les associations sont des contrées modernes et isolées qui se rassemblent autour du drapeau et du monument aux morts. Elles réunissent presque tous les adultes du village et remplissent des rôles divers, comités de fêtes, société de secours mutuel, relais politique. Le réseau des associations, dans une France où les pertes ont un nombre dérisoire d'adhérents, constitue un immense appareil de sensibilisation, de réflexion et de propagande. La diffusion des idées pacifistes, jusque dans des milieux habituellement sensibles à la propagande nationaliste, le succès aussi du thème de la réforme de l'Etat à partir de 1930, sont pour une large part l'œuvre du mouvement combattant.

Les deux premiers tomes, à eux seuls, témoignent de la maîtrise d'Antoine Prost à manier avec une égale aisance des méthodes diverses, alliant avec bonheur l'histoire à la sociologie. Mais peut-être est-ce dans le dernier volume : « Idéologie », que l'on touche le plus profond. L'expression, toujours ferme et fluide, atteint à une gravité discrète qui retrouve les méditations ou les témoignages les plus émouvants suscités par la guerre. Un premier chapitre, repris largement au début du volume de la collection « Archives », revient sur l'expérience de la guerre : remémorer de la mort, éprouve de soi, découverte des autres. A. Prost suggère que le souvenir trahit l'expérience et que les combattants privilégient la trinité des tranchées, passant sous silence leur insensibilité.

L'étude des commémorations collectives (3) et du culte du souvenir nuance les idées reçues. Les cultes de la guerre n'ont pas le caractère triomphant du patriotisme victorien, ils sont funéraires plus que patriotiques. Le 11 novembre est d'abord un geste de pitié et de reconnaissance envers les victimes de la guerre : il est remarquable que les anciens combattants aient imposé la transformation de leur fête nationale, alors qu'ils ont le droit de législateur n'y tenait pas. Loin de tomber dans le mystique de l'armée, le patriotisme des combattants va de pair avec le pacifisme, comme le dit fort justement A. Prost, qui refuse de se satisfaire des ciennements habituels. Aussi propose-t-il de substituer à l'image de deux camps aux frontières établies celle de deux peuples. Le refus du nationalisme est général dans le monde combattant, même dans son aile conservatrice. L'horreur de la guerre, le refus d'un nouveau conflit, fondent le pacifisme des combattants. Le discours combattant, consensuel exhortation à respecter le droit, la justice, le libéralisme, est, par son moralisme même, dans le prolongement des manuels de l'école primaire.

On avait eu tendance à confondre le mouvement combattant avec les lignes parlementaires, à y voir une menace fasciste. C'était en pas voir que celui des Croix de feu n'a réuni que 12 % des titulaires de la carte du combattant de la Seine. Loin de constituer une menace fasciste, le mouvement combattant, mouvement de vainqueurs, et non de vaincus comme en Allemagne, est constitué d'un des obstacles majeurs au développement d'un fascisme français, en canalisant l'une des clientèles principales d'un éventuel fascisme.

Une autre conclusion d'A. Prost retiendra l'attention : le discours combattant sur la politique est un discours mythologique, une rhétorique, un genre littéraire, véritable appel incantatoire à l'action. Le refus de la violence comme le refus du culte du chef distinguent bien le mouvement combattant du

fasisme. En revanche, l'idéologie combattante, par le culte des partis et des politiciens, la volonté de rassemblement, l'appel aux combattants investis d'une légitimité nationale, prépare les voies d'un régime d'ordre moral et d'unité nationale. Encore faut-il souligner qu'elle exclut le coup de force.

La portée que le mouvement combattant accorde au thème de la réforme de l'Etat, à l'horizon des années 1930, confirme cette analyse. Les propositions, diffusées dans les plus petits villages, ne sont ni originales, ni contraires à la tradition républicaine ; elles n'annoncent nullement quelques régime présidentiel. Cette campagne eut un retentissement limité. Tout se passa comme si les milieux politiques avaient voulu cantonner les anciens combattants dans leurs revendications.

Ce livre magistral renouvelle l'image de la société française du premier vingtième siècle, d'une société largement rurale, encore imprégnée de religion, chrétienne ou laïque. Et pourtant, les anciens combattants, témoins de la « grande guerre » qui ouvrit les crises du vingtième siècle, révélèrent aussi un monde nouveau, celui des difficultés des classes moyennes, de l'aspiration à la Sécurité sociale, du renforcement du rôle de l'Etat et du pouvoir législatif.

(1) 1914 : Comment les Français sont entrés dans la guerre. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 377 pages, 200 francs.
(2) A. Prost : Les Anciens Combattants et la Société française, 1914-1939. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, t. I, 260 pages, 237 p. ; t. II, 260 pages, 237 p. ; t. III, 260 pages, 237 p. En marge de cette étude, un essai plus accessible du même auteur : Les Anciens Combattants, 1914-1939, 267 pages, 175 francs.
(3) Sur le même sujet, une intéressante monographie de Jean-Jacques Becker : Le discours et le photographes de monuments aux morts. Monique Lullard : La France et ses morts. Les monuments commémoratifs dans la Loire, Saint-Etienne, Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur les structures régionales, 144 pages, 63 francs.

Washington a reçu l'assur
s'arrê

Washington a reçu l'assur
s'arrê

Washington a reçu l'assur
s'arrê

Washington a reçu l'assur
s'arrê

Washington a reçu l'assur
s'arrê

Washington a reçu l'assur
s'arrê

Washington a reçu l'assur
s'arrê

Washington a reçu l'assur
s'arrê

Washington a reçu l'assur
s'arrê

DIPLOMATIE

Après l'entretien télévisé de M. Giscard d'Estaing

La presse algérienne publie sans les commentaires de larges extraits des déclarations du chef de l'Etat

Alger (A.F.P.). — Les journaux algériens publient ce samedi 11 février en bonne place, mais sans commentaires, de larges extraits des déclarations faites jeudi par M. Giscard d'Estaing sur les relations franco-algériennes. Le quotidien *Al-Chaab* publie en première page les déclarations du président français. Les journaux algériens font également état du souhait, exprimé le même jour par M. Jacques Chirac, président du R.P.R., de voir les relations franco-algériennes s'améliorer.

L'agence de presse officielle Algérie-Presse service avait commenté vendredi les propos de M. Giscard d'Estaing. Voici ce commentaire que nous avons publié dans nos dernières éditions datées du 11 février : « En dehors de la persistance de nettes différences de points de vue sur l'engagement de la France en Afrique — idée qui ressort de cet entretien — les observations ont du moins noté dans certaines phrases du chef de l'Etat relatives aux rapports franco-algériens une différence de ton, surtout par comparaison avec les propos du 14 décembre dernier, qui n'avaient aucunement contribué à dissiper

M. Mitterrand : l'action contredit souvent la proposition

M. François Mitterrand a répondu, vendredi 10 février à Moulins, à l'entretien de M. Giscard d'Estaing consacré à la politique étrangère. Il a affirmé : « L'action contredit souvent la proposition. Je suis heureux d'entendre le président de la République dire qu'il faut que les Nations unies, mais depuis trois ans et demi qu'il est possible d'en dire jamais rien à l'ONU, à Genève, et nulle part là où les autres discutent du désarmement, y a quand même une contradiction. »

« Qu'est donc devenue la conférence Nord-Sud dont on nous parlait tous les autres années ? Elle est tombée en désuétude ou en jachère. »

La dissuasion nucléaire,

Le mystère de la dissuasion

La dissuasion s'entend d'un certain mystère, a dit, en substance, le chef de l'Etat, dans son entretien télévisé du 9 février.

Cette conception est un retour aux sources. Ses prédecesseurs à l'Elysée étaient encore moins d'Etat des puissances nucléaires, que ne l'est M. Giscard d'Estaing depuis son élection à la présidence. Le général de Gaulle et Georges Pompidou s'en étaient tenus à des généralités. Et il est de fait que les chefs d'Etat des puissances nucléaires, même celui des Etats-Unis, exposent rarement sur le plateau public les directives qu'ils donnent sur ce point précis, à leurs Etats-majors.

En France, l'expression publique de la doctrine nucléaire a dû toujours tenir compte du fait suivant : le caractère essentiellement défensif de la dissuasion s'accommodait mal d'une définition des intérêts nationaux qui se limiteraient aux seules frontières géographiques de l'Hexagone, mais la dissuasion requiert avant tout — outre des moyens opérationnels — l'assentiment des citoyens et la détermination politique de l'homme d'Etat qui a en charge la sécurité du territoire.

M. Michel Debret ne dissimule pas, lui-même, en 1972, que le

dissuasion serait renforcée si l'adversaire potentiel avait du mal à apprécier le moment où la France estimerait menacés ses intérêts vitaux ?

Donc, le dilemme de la dissuasion est nourri d'une relative incertitude. Mais elle ne peut pas se satisfaire du flou ou de l'ambiguïté, voire des contradictions. En 1976 et en 1977, il faut bien l'admettre, les propos publics du chef de l'Etat, du premier ministre, du ministre de la défense et du chef d'Etat-major des armées n'étaient pas en diapason. Les nuances, loi ou la, ont longtemps été telles qu'on ne peut pas demander l'existence d'un consensus gouvernemental sur ce thème et si la dissuasion n'avait pas, dès lors, perdu de sa crédibilité au plus haut niveau de l'Etat.

Car les Etats-majors ont besoin de consignes fermes et d'une doctrine d'emploi précise, et l'opinion publique, en revanche, doit se contenter de déclarations de principe. La dissuasion est peut-être la gestion de l'imprévisible. Mais il ne peut y avoir pour des responsables de l'indivision ou d'imprévisibilité dans la gestion de l'imprévisible.

JACQUES ISNARD.

(PUBLI-CITE)

URUGUAY

Le 8 février ont commencé à Genève les sessions annuelles de la Commission des Droits humains des Nations Unies, dont les débats se prolongeront jusqu'au 10 mars.

Cette Commission est composée de trente-deux membres, parmi lesquels la France et l'Uruguay.

Dans son ordre du jour, elle devra se pencher sur les violations manifestes, graves et systématiques des droits humains dont le gouvernement uruguayen est responsable, et que plusieurs organismes internationaux ont déjà condamnés.

Des centaines de citoyens français, en nombre desquels figurent des personnalités des milieux politiques, juridiques, politiques et religieux et diverses organisations démocratiques, ont fait des démarches auprès de la Commission des Droits humains du Ministère des Affaires étrangères de France et de l'Assemblée d'Uruguay à Paris, afin de dénoncer cette situation de répression, et ont lancé un appel à adopter une position de principe pour la défense des droits humains.

Les organisations de soutien au peuple uruguayen, qui sont simplement des intermédiaires dans ces démarches, remercient le peuple français pour cette nouvelle démonstration de sa solidarité : elles déclarent que leur appel est entendu par le gouvernement qui le représente et par tous les gouvernements membres de la Commission qui aiment la liberté et respectent les droits humains.

Comité de Défense des Prisonniers politiques en Uruguay
Comité de Défense des Prisonniers politiques en Uruguay
Centre des rencontres : 61, rue du Théâtre, 75015 Paris.

AMÉRIQUES

Nicaragua

LE TÉMOIGNAGE DE DEUX COOPÉRANTS FRANÇAIS Un pays pillé par une famille richissime

Deux Français, coopérants agricoles au Nicaragua, de septembre 1976 à décembre 1977, MM. Florent Maraux et Marc d'Angéjan, nous ont fait parvenir leur témoignage à propos de ce pays où de larges secteurs de l'opinion sont engagés depuis environ un mois dans une épreuve de force contre le clan Somoza, au pouvoir depuis 1934.

Parmi tous les troubles qu'a connus le pays, le dernier en date et sans doute le plus traumatisant fut le tremblement de terre de 1972 : vingt-cinq mille victimes, des milliers d'orphelins et de sans-abris, une capitale entièrement détruite, tel fut le bilan des trois secousses qui ébranlèrent Managua, la ville de Managua. Mais, plus tragique encore que le tremblement lui-même, fut la réaction des autorités civiles et militaires : la garde nationale organisa un véritable pillage. Achevant les mourants, les soldats étaient les maîtres, une télévision sous un bras, une mitrailleuse dans l'autre. Pendant quelques jours, l'homme était devenu un animal.

Personne ne sait où sont passés les quelque 800 millions de dollars d'aide internationale, mais on se doute que les caisses de la famille Somoza ne sont pas restées vides. En effet, cinq ans après le désastre, Managua demeure une ville fantôme, la seule capitale sans toit, les immeubles démolis par les herbes desquelles dépassent çà et là quelques ruines, refuges provisoires de milliers de personnes.

Le plan de reconstruction n'a jamais vu le jour et toutes les tentatives d'« ébourifier » ont été étouffées par le président Somoza, qui avait trouvé dans la catastrophe un moyen de plus pour s'enrichir : dans les jours qui ont suivi le tremblement de terre, la famille a racheté à bas prix tous les terrains périphériques de la capitale et les a revendus

à un prix trois fois plus élevé qu'il y a eu. Les Colinas offre un spectacle de luxe et de raffinement et cotoie des zones de maisons individuelles préfabriquées, témoins du développement récent d'une petite bourgeoisie de fonctionnaires ; de grandes zones commerciales à l'américaine ajoutent encore à la bizarrerie de la ville, mais tout cela n'arrive pas à cacher les bidonvilles qui se développent comme des champignons. Trois cent mille à quatre cent mille personnes s'y entassent : 85 % de la population ne dispose pas de services collectifs de base tels que l'eau, l'électricité, le tout-à-l'égout. La mortalité infantile engendrée par la malnutrition s'élève à 130 pour mille ; un cas de mort sur trois provient de maladies bénignes pour lesquelles il n'y a pas de médicaments.

Le développement du coton a été obtenu, comme celui du café il y a un siècle, par l'expropriation massive et violente des communautés indiennes. Les petits cultivateurs de maïs, bananes, riz, vivant en auto-subsistance sur des terres peu fertiles, ont été chassés par la garde nationale et se sont convertis en lumpen-proletariat toujours à la recherche de travail salarié (...).

Dans le nord du pays, la situation est totalement sous contrôle militaire. La présence d'un Front de guérilla permet de justifier le maintien de toute la population paysanne dans un climat de terreur. Si un coiffeur s'oppose à l'armée, il est assassiné. Le Front déclare tous les paysans collaborateurs du Front Sandiniste de libération (1), en assassine quelques-uns, ordonne l'évacuation de la zone et n'a plus qu'à poiser des tils de fer barbelés pour devenir propriétaire.

(1) Manifestants d'extrême gauche qui doivent leur nom au général Augusto C. Sandino, leader de 1927 à 1933, de la résistance populaire aux troupes d'occupation américaines.

Bref, un niveau technique qu'on ne trouverait pas en France coexiste avec une utilisation de main-d'œuvre

pendant la récolte qui mobilise le pays tout entier. Managua se vide, les enfants désertent l'école, les publicités redoublent (c'est le seul moment de l'année où même les pauvres ont quelque argent à dépenser). Les équipes de ramasseurs sont encadrées par des soldats « capatazes », sortes de contremaîtres armés jusqu'aux dents, qui règlent en pistolet les incessants conflits.

Un Français installé depuis vingt ans dans la région nous confiait qu'on lui avait déjà liquidé cinq chistes de culture, quant à lui, pour se défendre, il ne se déplace qu'en avion. « J'y passerai un jour, moi aussi, mais ils hésiteront avant : il y a quelques années, ils ont tué mon voisin et la garde nationale a débarqué dans le village : vingt-cinq morts », explique-t-il.

Le développement du coton a été obtenu, comme celui du café il y a un siècle, par l'expropriation massive et violente des communautés indiennes. Les petits cultivateurs de maïs, bananes, riz, vivant en auto-subsistance sur des terres peu fertiles, ont été chassés par la garde nationale et se sont convertis en lumpen-proletariat toujours à la recherche de travail salarié (...).

Dans le nord du pays, la situation est totalement sous contrôle militaire. La présence d'un Front de guérilla permet de justifier le maintien de toute la population paysanne dans un climat de terreur. Si un coiffeur s'oppose à l'armée, il est assassiné. Le Front déclare tous les paysans collaborateurs du Front Sandiniste de libération (1), en assassine quelques-uns, ordonne l'évacuation de la zone et n'a plus qu'à poiser des tils de fer barbelés pour devenir propriétaire.

(1) Manifestants d'extrême gauche qui doivent leur nom au général Augusto C. Sandino, leader de 1927 à 1933, de la résistance populaire aux troupes d'occupation américaines.

Bref, un niveau technique qu'on ne trouverait pas en France coexiste avec une utilisation de main-d'œuvre

pendant la récolte qui mobilise le pays tout entier. Managua se vide, les enfants désertent l'école, les publicités redoublent (c'est le seul moment de l'année où même les pauvres ont quelque argent à dépenser). Les équipes de ramasseurs sont encadrées par des soldats « capatazes », sortes de contremaîtres armés jusqu'aux dents, qui règlent en pistolet les incessants conflits.

Un Français installé depuis vingt ans dans la région nous confiait qu'on lui avait déjà liquidé cinq chistes de culture, quant à lui, pour se défendre, il ne se déplace qu'en avion. « J'y passerai un jour, moi aussi, mais ils hésiteront avant : il y a quelques années, ils ont tué mon voisin et la garde nationale a débarqué dans le village : vingt-cinq morts », explique-t-il.

Le développement du coton a été obtenu, comme celui du café il y a un siècle, par l'expropriation massive et violente des communautés indiennes. Les petits cultivateurs de maïs, bananes, riz, vivant en auto-subsistance sur des terres peu fertiles, ont été chassés par la garde nationale et se sont convertis en lumpen-proletariat toujours à la recherche de travail salarié (...).

Dans le nord du pays, la situation est totalement sous contrôle militaire. La présence d'un Front de guérilla permet de justifier le maintien de toute la population paysanne dans un climat de terreur. Si un coiffeur s'oppose à l'armée, il est assassiné. Le Front déclare tous les paysans collaborateurs du Front Sandiniste de libération (1), en assassine quelques-uns, ordonne l'évacuation de la zone et n'a plus qu'à poiser des tils de fer barbelés pour devenir propriétaire.

(1) Manifestants d'extrême gauche qui doivent leur nom au général Augusto C. Sandino, leader de 1927 à 1933, de la résistance populaire aux troupes d'occupation américaines.

Bref, un niveau technique qu'on ne trouverait pas en France coexiste avec une utilisation de main-d'œuvre

pendant la récolte qui mobilise le pays tout entier. Managua se vide, les enfants désertent l'école, les publicités redoublent (c'est le seul moment de l'année où même les pauvres ont quelque argent à dépenser). Les équipes de ramasseurs sont encadrées par des soldats « capatazes », sortes de contremaîtres armés jusqu'aux dents, qui règlent en pistolet les incessants conflits.

Un Français installé depuis vingt ans dans la région nous confiait qu'on lui avait déjà liquidé cinq chistes de culture, quant à lui, pour se défendre, il ne se déplace qu'en avion. « J'y passerai un jour, moi aussi, mais ils hésiteront avant : il y a quelques années, ils ont tué mon voisin et la garde nationale a débarqué dans le village : vingt-cinq morts », explique-t-il.

Le développement du coton a été obtenu, comme celui du café il y a un siècle, par l'expropriation massive et violente des communautés indiennes. Les petits cultivateurs de maïs, bananes, riz, vivant en auto-subsistance sur des terres peu fertiles, ont été chassés par la garde nationale et se sont convertis en lumpen-proletariat toujours à la recherche de travail salarié (...).

Dans le nord du pays, la situation est totalement sous contrôle militaire. La présence d'un Front de guérilla permet de justifier le maintien de toute la population paysanne dans un climat de terreur. Si un coiffeur s'oppose à l'armée, il est assassiné. Le Front déclare tous les paysans collaborateurs du Front Sandiniste de libération (1), en assassine quelques-uns, ordonne l'évacuation de la zone et n'a plus qu'à poiser des tils de fer barbelés pour devenir propriétaire.

(1) Manifestants d'extrême gauche qui doivent leur nom au général Augusto C. Sandino, leader de 1927 à 1933, de la résistance populaire aux troupes d'occupation américaines.

Canada

L'affaire d'espionnage soviétique

M. TRUDEAU : les relations avec Moscou seront « plus difficiles ».

L'agence Tass a qualifié vendredi 10 février d'« action inamicale sans fondement et d'entreprise à des fins manifestement provocatrices » l'expulsion de treize Soviétiques accusés d'espionnage (le Monde du 11 février).

M. Trudeau, premier ministre fédéral canadien, a déclaré le même jour « Je ne considère en aucune manière qu'il s'agit de la fin de nos relations » avec l'Union soviétique, en reconnaissant toutefois que celles-ci seront « plus difficiles ».

M. Trudeau a ironisé sur les commentaires selon lesquels cette affaire arrive à point en amorce électorale pour redorer le blason de la gendarmerie royale canadienne éblouissante par plusieurs scandales récents. « Peut-être les Soviétiques essaient-ils d'aider le gouvernement canadien ou la gendarmerie royale », a-t-il déclaré. — (A.F.P., Reuter)

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 20 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de Sao-Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé à Paris. Le juge Coste a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la Section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

Indonésie

Le conflit entre le Vietnam et le Cambodge

Le Kremlin condamne la politique de Phnom-Penh

Dans une déclaration publiée jeudi 9 février par Chine nouvelle, Pékin a accusé Moscou d'être à l'origine de la situation tendue à la frontière entre le Cambodge et le Vietnam. L'agence affirme que la presse soviétique « a violemment attaqué et calomnié le Cambodge ». D'autre part, radio Phnom-Penh a annoncé, jeudi, que les combats s'intensifiaient. Les troupes de Hanoi avaient avancé d'une quinzaine de kilomètres en territoire khmer, avant d'être repoussées. Commentant, sans le citer expressément, le plan de paix vietnamien, la radio a déclaré : « Toutes ces activités agressives (de l'armée vietnamienne) montrent clairement au peuple cambodgien et aux peuples du monde que les agresseurs vietnamiens trompent toujours l'opinion internationale pour cacher leurs actes barbares. »

Moscou. — Le sonnet, en moins verbal, rapporté par l'U.R.S.S. aux Vietnamiens dans le conflit qui les oppose aux Cambodgiens ne faisait aucun doute, dès janvier, mais les prises de position en faveur de Hanoi sont de plus en plus nettes dans la presse. Moscou se prononce pour un règlement négocié du conflit qui « seul correspond aux intérêts immédiats et à long terme des peuples vietnamiens et cambodgiens », mais fait porter aux autorités de Phnom-Penh toute la responsabilité de la poursuite des hostilités.

Dans un communiqué autorisé, la Pravda a fait remarquer au début de la semaine que Hanoi avait plusieurs fois proposé au gouvernement cambodgien de régler la question du territoire. La presse soviétique a donné une large publicité aux dernières propositions de Hanoi (le Monde du 7 février).

La Pravda du 10 février, journal de l'organisation des jeunes communistes, a publié deux reportages de son envoyé spécial à la frontière vietnamo-cambodgienne. Ce dernier note que le conflit dure en fait depuis le printemps 1975 : il rapporte que dans les zones qu'il a visitées les soldats cambodgiens ont brûlé les villages vietnamiens, tué les habitants et se sont livrés au pillage. Les Vietnamiens lui ont montré des tracts distribués par les Cambodgiens à la population et qui proclamaient : « Retenez bien ceci : ce territoire a de tout temps été cambodgien, les Khmères ou Sino-Khmères jusqu'à Saigon ! »

Ces prises de position ne sont pas étonnantes dans la mesure où l'U.R.S.S. n'a pas de relations avec Phnom-Penh depuis la chute de Lon Nol en avril 1975, alors que Hanoi a toujours su se maintenir son soutien. Il semble cependant que l'Union soviétique ait cherché, à l'automne dernier, à renouer avec Phnom-Penh ; mais ses avances se sont heurtées à une fin de non-recevoir. La presse soviétique avait justifié par la nécessité de nourrir la population l'exode vers les campagnes, alors

qu'elle dénonçait aujourd'hui « l'absence de tout droit démocratique et de liberté de circulation » au Cambodge.

Il n'est pas surprenant non plus que Moscou s'alarme chez les dirigeants chinois les vrais responsables de cette situation. « Seuls les partisans de la détérioration du climat international » attendent le conflit déclaré le journal du P.C. soviétique, qui a jugé : « L'attitude des autorités du Kampuchea correspond au projet secret de ceux qui ne sont pas favorables à la victoire du peuple vietnamien, à la réunification du Vietnam, à ses succès dans l'édition du socialisme et à l'esprit de son prestige international. »

Toutefois, l'U.R.S.S. ne nie pas la Chine en cause que par allusion ou par le biais de

EUROPE

Espagne

L'AFFAIRE BOADELLA

Le directeur de théâtre catalan serait prochainement jugé par un tribunal militaire

M. Alberto Boadella, metteur en scène catalan et directeur de la compagnie théâtrale Els Joglars, de Barcelone, est incarcéré depuis le 15 décembre pour avoir monté une pièce, la Torna, jugée injurieuse pour les forces armées. Il doit passer prochainement devant un tribunal militaire et risque une peine de dix-huit ans de prison (le Monde du 19 janvier). Les autres comédiens de la troupe sont également inquiétés.

Le comité de solidarité avec Els Joglars nous indique que l'état de santé de M. Boadella s'est détérioré en raison de sa détention. Une journée d'information et de solidarité a lieu ce samedi 11 février à l'université de Perpignan.

Le comité nous a fait parvenir un récit des événements dont nous extrayons les passages suivants :

« Le 6 septembre 1977, le ministère de la culture espagnol autorise, pour tous publics, la spectacle intitulé la Torna, présenté par le groupe Els Joglars. Le 7 septembre, la première représentation a lieu dans la ville de Barcelone (province de Barcelone) (...). En septembre et octobre, diverses représentations ont lieu en Aragon, au Pays basque, dans le pays de Valence et à Palma-de-Majorque. En novembre, une tournée se déroule dans les principales villes de Catalogne et des contacts sont pris pour présenter le spectacle, en janvier, dans un théâtre de Barcelone. »

« Le 30 novembre, à Reus, quelques heures avant la représentation, le groupe reçoit un appel téléphonique de quelqu'un qui se prétend militaire, consultant de la compagnie, tenant compte du fait qu'elle dispose de toutes les autorisations nécessaires, présente le spectacle d'une manière absolument normale et sans que se produise aucun trouble de l'ordre public. (...) »

« Le 11 décembre, Albert Boadella, directeur de la compagnie, est invité à se présenter devant la justice militaire. On lui communique l'ordre de la capitainerie générale de Catalogne d'interrompre le spectacle. Ce qui est fait. »

« Alberto Boadella fait sa déclaration et le jour suivant reçoit une nouvelle citation à se présenter devant le même juge, le 15 décembre. Pour la suite, ce que l'on sait de lui, c'est qu'il s'est présenté par la suite, qu'il est de son avocat, gardé par deux gardes armés de mitraillettes et qu'il y a laissé une note disant qu'on le détenait à la prison Modelo de Barcelone. »

« Le 16 décembre, les autres membres de la compagnie sont cités devant le même juge. Tous se déclarent responsables de ce qu'ils considèrent comme une création collective. L'assemblée permanente du spectacle de Barcelone se réunit immédiatement et conformément à la défense des droits professionnels et de la liberté d'expression organisée une semaine de lutte qui culmine avec une grève générale du monde du spectacle. La grève est totale à Barcelone le 21 décembre. »

« Le Grand Théâtre du Liceo, la Scala, les salles des fêtes, les cabarets y participent, de même que tous les théâtres et salles de cinéma. (...) A Madrid, Bilbao, Seville, Valence, Victoria, Saragossa, etc., des actions sont entreprises dans les secteurs du cinéma et de la télévision. »

« Le 28 décembre, une action judiciaire est ouverte contre tous les membres de Els Joglars que l'on accuse d'un présumé délit d'injure aux forces armées. A l'exception de Boadella, le reste de la compagnie reste en liberté surveillée. (...) »

« Six partis politiques espagnols ont publié à Barcelone, au début de février, un communiqué réclamant la libération d'Alberto Boadella et signalant la contradiction entre l'action judiciaire entreprise et le Pacte de la Moncloa. Ces partis sont la Convergence démocratique, le parti socialiste catalan, le P.S.O.E., le P.S.U.C. (communiste), la Gauche démocratique et la Gauche républicaine. »

Nicolas. — Les chefs de l'organisation clandestine EOKA-B ont annoncé, vendredi 10 février, que ce groupement est maintenant dissous officiellement.

L'EOKA-B avait participé, aux côtés des colonels grecs, au coup d'Etat de juillet 1974, qui avait provisoirement écarté du pouvoir Mgr Makarios et conduit à l'invasion turque de l'île. En décembre dernier, l'EOKA-B avait enlevé M. Achille Kyprionou, officier de la garde nationale, et fils du président de la République, pour le relâcher quelques jours plus tard. (Le Monde des 16, 17, 18, 19 et 20 décembre 1977.)

Dans un tract distribué aux journaux de Nicolas, il est dit que les chefs de l'EOKA-B ne cherchent pas de cette manière à se soustraire à leur part de responsabilité dans les événements de Chypre. « Nous plaçons notre honneur et notre dignité, comme individus et comme membres de l'EOKA-B, entre les mains de Sa Béatitude »

Chypre

L'EOKA-B annonce sa dissolution

De notre correspondant

Moscou aurait accepté d'échanger M. Tchcharansky et d'autres détenus juifs contre des communistes chiliens et des agents capturés à l'Ouest

Berlin-Ouest (A.F.P.). — Les autorités soviétiques auraient accepté le principe d'un échange du mathématicien Anatoli Tchcharansky, détenu depuis le 15 mars 1977, et de plusieurs activistes juifs incarcérés en U.R.S.S., apprend-on de très bonne source, vendredi 10 février à Berlin-Ouest. L'échange porterait sur des dirigeants communistes emprisonnés au Chili ainsi que sur des agents soviétiques capturés en Europe occidentale. L'opération aurait fait l'objet de pourparlers menés depuis huit mois entre le député israélien Samuel Piatko-Sharon et l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel. Ce dernier est

l'intermédiaire « agréé » par la R.D.A. dans les affaires de rachat contre « rançon » par la R.F.A. de prisonniers (judéites, espagnols, agents, contestataires) purgés des peines de prison en Allemagne de l'Est.

La négociation aurait progressé ces jours derniers lors d'une rencontre à Berlin-Ouest, entre M. Vogel et un parlementaire israélien, M. Shabtai Klemovitz, lui-même autrefois émigré d'U.R.S.S. L'opération, précisée, n'est pas encore définitive, notamment en ce qui concerne M. Tchcharansky. En effet, selon un principe établi de longue date par Moscou, les autorités soviétiques tiendraient à ce que le mathématicien passe d'abord en justice. Son procès pourrait avoir lieu au mois de mars. Il resterait ainsi à obtenir l'accord des pays retenants des prisonniers intéressés, l'U.R.S.S. ou certains de ses alliés, voire, dans certains cas, à compléter l'échange par un versement de devises.

[Nous donnons cette information sous toute réserve. Il est certes vrai que Vladimir Boukovsky avait été échangé contre Luis Corvalan et que M. Vogel a effectivement servi d'intermédiaire entre les deux Allemagnes. En attendant, la source israélienne, en précisant que M. Piatko-Sharon « ne voyage pas » mais que, en revanche, son ami, M. Kalmannovitch (de son vrai nom, et son pas Klemovitz), qui n'est pas un parlementaire, fait des « affaires » en R.F.A.]

Le bureau de l'Internationale socialiste, réuni jeudi 9 et vendredi 10 février à Hambourg, a condamné dans une déclaration publiée à l'issue de ses travaux « le terrorisme international, qui joue le jeu des forces réactionnaires ». La prochaine réunion du bureau se tiendra en mai à Dakar, et le congrès en novembre à Vancouver. — (A.F.)

LA « PRAVDA » : l'émission de M. Pelikan à la télévision française était un « spectacle indécent »

(De notre correspondant.)

Moscou. — La Pravda s'en prend violemment, ce samedi 11 février, à M. Jiri Pelikan pour sa récente émission à Antenne 2 (1), et également à la télévision française, qui a offert « un nouveau spectacle indécent ». Le journal du P.C. soviétique écrit que M. Pelikan s'est produit « dans le rôle du comédien principal », alors que « quelques politiciens et journalistes français n'ont pas été gênés d'être les figurants ». La Pravda se garde bien d'indiquer à ses lecteurs que, parmi ces figurants se trouvaient un représentant du P.C.F., M. Jacques Denis.

La Pravda estime que, au moment où le peuple tchécoslovaque va fêter la trentième anniversaire de la victoire de février sur la réaction par de nouveaux succès, les adversaires des communistes et des travailleurs tchécoslovaques se déchaînent dans une « fureur impuissante ». (...) En cherchant à justifier les actions de la contre-révolution tchécoslovaque en 1968, ils suivent la voie de l'émigration russe et ont fini dans la honte et dans l'oubli. »

La Pravda peut regretter, ajoute la Pravda, que la télévision française d'Etat mette ses écrans à la disposition de tels bouffons. « Pour le journal du P.C. soviétique, de telles actions ne répondent nullement au caractère amical des rapports entre l'U.R.S.S. et la France et contredisent « l'esprit et la lettre des accords bilatéraux ». — D. V.

(1) Le Monde du 7 février.

M. CALVO SOTILO EST NOMMÉ « MINISTRE DE L'EUROPE »

Madrid (A.F.P., Reuter). — Le gouvernement a nommé M. Leopoldo Calvo Sotelo, ancien ministre du commerce, ministre adjoint chargé de coordonner les processus d'intégration de l'Espagne à la Communauté économique européenne, à la fin de l'année officielle vendredi 10 février à l'issue du conseil des ministres. M. Calvo Sotilo mènera donc les négociations entamées en juillet dernier entre l'Espagne et la C.E.E. Il doit rencontrer lundi, à Madrid, M. Lorenzo Natali, vice-président de la C.E.E.

[Nouvel du député monarchiste José Calvo Sotelo, dont l'assassinat en juillet 1936 fut la cause immédiate du soulèvement militaire et déclencha la guerre civile, M. Leopoldo Calvo Sotilo est âgé de cinquante-deux ans. Ministre du commerce de novembre 1975 à juillet 1976, puis des travaux publics jusqu'en avril 1977, il écrivait pour le constructeur à l'animation de l'Union du centre démocratique, la coalition de diverses petites formations modérées qui soutiennent le premier ministre, M. Adolfo Suarez. M. Calvo Sotilo est ainsi un des auteurs en succès en parti gouvernemental aux élections du 15 juin dernier.]

A travers le monde

Etats-Unis

LE CONSEIL DE NEGOCIATION DU SYNDICAT DES MINES DE CHARBON (U.M.W.), en grève depuis le 6 décembre, a relâché vendredi 10 février l'accord conclu le 6 février avec les compagnies minières pour une nouvelle convention collective de trois ans. La grève, qui commence à perturber sérieusement l'approvisionnement des centrales thermiques dans plusieurs Etats, devrait donc se poursuivre, à moins que le gouvernement n'ordonne, comme il en a le pouvoir, une reprise provisoire du travail. — (A.F.P.)

Indonésie

LA TENSION PERSISTE A BANDOUNG, capitale de Java occidentale, après l'intervention de l'armée dans le campus de l'institut de technologie, le jeudi 9 février. Cent étudiants ont été arrêtés. Il s'agit de la deuxième occupation du bâtiment par la troupe depuis le début de l'année. — (A.F.P.)

Tunisie

M. MOHAMED SAYAD, directeur du parti socialiste destourien (P.S.D.), a déclaré, le vendredi 10 février, que le président Bourguiba « est une bonne sorte et suit de très près les activités du parti et du gouvernement ». Cette précision, apportée devant les cadres des écoles professionnelles du P.S.D., tend à mettre un terme aux rumeurs qui circulaient à Tunis sur une aggravation de l'état de santé du président et son départ imminent pour des soins à l'étranger. — (Corresp.)

VACANCES de QUALITÉ en TOSCANE

UN MAGNIFIQUE DOMAINE DU XVII^e SIECLE, transformé en une Résidence de vacances de GRANDE CLASSE, au cœur du GRASSE, entre Florence et Sienne, offre aux amateurs de cette belle région deux possibilités :

- « VACANCES PAR ACTIONS » Une solution nouvelle et d'actualité qui vous donne pour toujours la jouissance d'un appartement pour la seule durée de vos vacances, et qui transforme vos frais de vacances à fonds perdus en un modeste investissement, ou
- LOCATION D'APPARTEMENTS pour vous permettre un « essai » de la Résidence.

SAN LUIGI RESIDENCE

44 luxueux studios et deux pièces de grand confort (bains, coin cuisine avec frigo, lave-vaisselle, etc., T.V. chauffage central) richement meublés et entièrement équipés. Parc de 8000 m² piscine chauffée, tennis illuminés, sauna, golf driving-range, terrain de basket et volley-ball, manège, restaurant, bar, conciergerie, kindergarten, salons et salle de lecture avec livres, location sur la Toscane historique, folklorique et touristique, programmation culturelle.

SAN LUIGI : Le charme italien. La beauté toscane. La qualité suisse.

Une réalisation de l'un des premiers groupes suisses suisses.

Pour information, écrire ou téléphoner à : CURNET SPA, I-53030 Sirolo 2 (Sienne). Tél. 003977/30.41.25.

Lettre ouverte des familles françaises aux candidats.

Vous êtes candidat à la députation. Vous voulez représenter le pays, donc les familles qui le composent. Nous voulons vous dire ceci. La France s'est développée, et nous avons été tenues à l'écart de ce développement. Nous demandons à rattraper le retard accumulé au cours de ces 20 dernières années. Nous demandons la mise en œuvre d'une véritable politique globale de la famille. Voici nos doléances.

- 1 Les allocations familiales ont pris un gros retard sur l'évolution du niveau de vie des Français. Elles ne couvrent plus qu'une petite partie des frais réels de l'enfant. Il faut rattraper ce retard en augmentant fortement les allocations.
- 2 Pour que de tels retards ne se reproduisent plus, il faut lier l'évolution des allocations familiales à celles des salaires réels.
- 3 Avec le premier enfant commence la famille. Pourtant, les parents d'un seul enfant ne reçoivent pratiquement aucune aide. Et c'est souvent le moment de leur vie où ils en auraient le plus besoin. Il faut remédier à cela.
- 4 La mère qui le père d'un enfant de moins de 3 ans, ou d'une famille de 3 enfants et plus, ne peut pas vraiment choisir entre le travail à l'extérieur et rester au foyer, notamment pour des raisons financières. Salaire parental, garantie de réemploi doivent lui donner les moyens de ce choix.
- 5 Tous les travailleurs ont un statut qui garantit leurs droits. Pas la mère de famille. Il faut lui donner, comme aux autres

travailleurs, un statut social qui garantisse ses droits, notamment à la protection sociale et à la retraite.


- 6 Les familles payent de très lourds impôts pour les produits de consommation courante (au travers de la TVA) et sur le logement (impôts mobiliers). Il faut réduire ces impôts.
- 7 L'école coûte encore cher aux familles. Il faut instituer une véritable gratuité scolaire.
- 8 Crèches, garderies, foyers, maisons des jeunes... Les équipements sociaux ne sont pas encore assez nombreux. Il faut les multiplier en fonction des besoins réels exprimés par les parents et les enfants.
- 9 Horaires de travail, d'école, de transports sont calculés sans tenir compte de l'épanouissement familial. Il faut les réviser.
- 10 Les bases de la politique familiale française n'ont pas bougé depuis 1945. Elles doivent changer, parce que la vie a changé. 1978 doit être l'année de la définition d'une nouvelle politique, à laquelle participeront les associations familiales en liaison avec les autres forces vives de la nation.

Nom :
Adresse :

Signature :

Faites signer cette lettre par le plus grand nombre possible de vos amis et retournez-la à : La Vie. « Lettre ouverte aux candidats » 163 bd Malesherbes 75649 Paris. Nous la transmettrons aux futurs candidats et aux dirigeants de tous les partis.

Cette semaine dans La Vie.



Le Monde

politique

LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

M. de Guiringaud reproche à M. Mitterrand sa « tentative d'amalgame » et sa « démesure »

Le dernier numéro de « la Lettre de l'Unité », bulletin du P.S., ayant dénoncé la « manœuvre » et le « mensonge » du chef de la diplomatie française dans l'affaire du vote des Français de l'étranger, M. de Guiringaud a adressé, vendredi 10 février, à M. Mitterrand, une lettre où il déclare cette attaque « inadmissible ».

M. de Guiringaud rappelle que dans son article du 12 janvier il avait constaté que la « seule faute » commise par les fonctionnaires des affaires étrangères « avait été de ne pas, à l'occasion de l'élaboration des protocoles, le ministre pour- suit : « Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

87 RADIATIONS À TOURS ET 222 À PARIS-14^e

Des jugements continuent d'être rendus par les tribunaux d'instance à propos des inscriptions sur les listes électorales de France métropolitaine, de Français résidant à l'étranger.

À Tours, sur deux cent soixante-dix demandes d'inscription émanant de l'île Maurice pour la deuxième circonscription d'Indre-et-Loire, quatre-vingt-sept ont été radiées. Lors des élections législatives de 1973, le candidat de la majorité, M. Pierre Le Page, avait battu son adversaire socialiste, M. Lelong, de vingt-cinq voix.

À Paris-14^e, sur deux cent vingt-deux inscriptions émanant de l'île Maurice pour la deuxième circonscription d'Indre-et-Loire, quatre-vingt-sept ont été radiées. Lors des élections législatives de 1973, le candidat de la majorité, M. Pierre Le Page, avait battu son adversaire socialiste, M. Lelong, de vingt-cinq voix.

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

PRÊTRES AU TRAVAIL EN MILIEU OUVRIER

« On nous accuse de faire de la politique »

Gennevilliers : triste banlieue industrielle au nord de Paris. Cinquante-deux mille habitants, dont 35 % d'immigrés. Avec ses H.L.M., ses baraquements et ses petits pavillons lépreux, cette cité-dortoir est une réserve de main-d'œuvre française et étrangère. Quand il y a du travail.

Une municipalité communiste en place depuis plus de quarante ans ; 2 à 3 % de pratique religieuse. Une équipe de prêtres-ouvriers y est installée depuis dix ans. Huit prêtres qui ont tous un travail salarié à plein temps — tour-

David et Golioth. Face au supermarché qui brille de tous ses feux, la baraque préfabriquée du centre paroissial paraît désemparée. Les prêtres, dispersés par leur travail et leurs diverses occupations, s'y retrouvent pour prier, tenir des réunions ou simplement se reposer autour d'un repas et échanger leurs idées.

« Prenons le cas des jeunes : quel avenir peuvent-ils espérer ? Il n'y a pas de lycée à Gennevilliers et, avec deux tiers d'enfants d'immigrés dans les classes, les gosses ont deux ans de retard dans leurs études. Est-il surprenant qu'il y ait huit cents jeunes chômeurs ici ? Devant une telle situation, on ne peut pas souhaiter voir se perpétuer le régime politique qui en est responsable. On ne peut pas éviter de se solidariser avec des pouvoirs locaux engagés courageusement dans une lutte désespérée... »

Yves Guéguen, trente-cinq ans, a fait la dure expérience de la crise actuelle. Technicien en téléphonie dans une multinationale et secrétaire syndical C.G.T. représentant dix mille travailleurs, il se bat depuis onze mois contre les licenciements décidés par la direction de son entreprise. Les cent quatre-vingt-dix licenciements prévus ont été progressivement ramenés à quatre-vingt-sept (curieusement, le nombre de délégués syndicaux vivants, dont M. Yves Guéguen, n'est passé que de dix à neuf), mais le problème humain demeure.

Évangile et liberté

« J'ai compris ce qu'est le pouvoir capitaliste, dit-il amèrement. J'ai frappé à toutes les portes, j'ai été reçu par des patrons, souvent très chrétiens et même par des ministres comme Baumel, Fournier et Bouleau. Tous se sont montrés très compréhensifs sur le plan humain, mais infaillibles sur le fond... »

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

C.F.D.T. demande les maintenant pour

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

LIBERTÉS NOUVELES

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

(Publié)

Un hebdo - un club

LIBERTÉS

À Paris, les lundis et mardis de 18 h. 30 à 20 h., des débats sur les grands problèmes de ce temps avec des personnalités de toutes tendances. 13 février : M. le conseiller d'État, M. Jean-Louis Baudry, député P.S., député R.P.R., député adjoint, Henri FUSKIN, député P.C.F., Jack LANG, conseiller du P.S., ancien directeur du T.N.P. Les 20 et 21, sur l'énergie nucléaire. Le 23, sur la santé. Les 6 et 20 mars, sur les législatives. Puis sur les Relations internationales : les relations croissant-atlantes ; la justice et la peine de mort ; sur mai 68 ; sur la situation en Chine ; de la télévision, etc. Enfin, avec enveloppe timbrée et libellée à LIBERTÉS, 4, rue Jules-Guesde, 91270 Vigneux. Joindre 30 F et un chèque bancaire ou d'essai à l'hebdo LIBERTÉS qui publie des articles de Mgr Faure, J.-P. CHEVREMENT, Marcel JULIAN, etc. Pour débat de lundi appeler 942-14-60 après 11 heures.

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

L'Union des gaullistes de progrès présente une nouvelle liste de candidats

L'Union des gaullistes de progrès, dont le secrétaire général est M. Dominique Gallet, a publié une seconde liste de candidats. Par rapport à la première (« le Monde » du 21 décembre), trois candidats, MM. Gaston Varin (2^e de Paris), Robert Clop (2^e de Paris) et Jean-Claude Besse (5^e de Val-de-Marne), changent de circonscription. En ce qui concerne M. Besse, ce changement fait suite à la décision de l'U.G.P. de ne pas entrer en concurrence avec la Fédération des républicains de progrès de M. Charbonnel.

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

DANS LA MAJORITÉ

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

D'un département à l'autre

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

MEURTHE-ET-MOSELLE

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

« Les contestations actuelles sur les inscriptions n'intéressent en rien l'administration des affaires étrangères... ».

La préparation des élections législatives

Tribune du 12 mars

L'irrésistible mouvement

par CLAUDE BOURDET

ON aurait pu croire que la gravité de la querelle qui oppose le parti communiste et le parti socialiste allait faire le jeu de la droite et condamner la gauche à un échec électoral. Il semble bien qu'il n'en soit rien ; même si on ne fait pas une confiance totale aux sondages, le mouvement vers la gauche ne semble aucunement interrompu. C'est bien ce qui terrifie les milieux au pouvoir et leur fait utiliser actuellement tous les moyens pour créer la panique ; le moins inéluctable n'étant assurément pas le recours méthodique à la peur monétaire.

La cause du phénomène n'est pas difficile à déterminer. Ce ne sont pas les divisions de la droite qui sont en cause. Elles sont moins fondamentales que celles de la gauche ; entre Chirac et Giscard, c'est une querelle d'hommes bien plus que de la politique. Chirac et Giscard sont deux hommes de la V^e République, ils ont gouverné ensemble. L'électeur de droite peut préférer l'un à l'autre, mais se résignerait à voir triompher celui qu'il ne préfère pas. Ce qui est en jeu, c'est quelque chose de plus profond : comme on dit, un « ras-le-bol ». Les Français ont assez de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont participé au pouvoir depuis vingt ans, et trouvent que vingt ans, c'est assez. L'épouvantail du désastre économique a été plus efficace, celui de la participation communiste au pouvoir non plus. On les a trop agités : ils se sont usés. De plus, pour manier ce genre d'attribution, il faut avoir un certain prestige et une certaine crédibilité. De Gaulle pouvait faire peur en disant : « Après moi, le chaos », parce que beaucoup de Français se sentaient protégés par lui ; c'était le recours classique au besoin de protection paternelle. Les hommes au pouvoir aujourd'hui ne protègent plus, et donc ne font peur à personne : le chaos, c'est aujourd'hui.

NOTONS aussi un autre aspect : à gauche, l'électeur a le sentiment d'avoir des options. S'il est mécontent de l'attitude communiste, il peut voter socialiste, ou vice versa. S'il rend les uns et les autres responsables de la cassure actuelle, s'il trouve à redire à leur politique générale, il peut voter, dans de très nombreuses circonstances, pour le Front autogestionnaire. On a encore pour l'extrême gauche un pour les écologistes, quand il s'agit d'écologistes de gauche, mais surtout, on a pour l'opposition au pouvoir actuel. Pourquoi la même liberté de choix n'existe-t-elle pas à droite ? Parce que tous les candidats de droite, même les schubertiens et les jobertiens, ont été associés, en quelque manière, à la politique des vingt dernières années. Anémiques et neutres à l'égard de cette politique ; chacun d'eux est donc marqué par le sceau de ce très proche passé.

UN dernier processus complète le précédent : les dissensions entre socialistes et communistes peuvent bien être néfastes à l'un ou l'autre de ces partis, ou aux deux. Mais il est très probable que les voix ne seront pas perdues par la gauche, pour les raisons qui précèdent. Par contre, le parti socialiste, du fait de ces dissensions, recueillera bon nombre de voix du centre gauche qui ne se seraient pas portées sur lui quand l'union de la gauche apparaissait complète. Par conséquent, non seulement ce parti souffrira peu de la rupture, mais encore ce qu'il perdra éventuellement sera amplement récupéré par ailleurs. Il n'y a rien à faire à cela : c'est un phénomène de physique politique.

Cela veut-il dire que le 30 mars au matin, la gauche doit apparaître comme la triomphatrice ? Cela dépendra évidemment des reports de voix entre le premier et le second tour. Chacun manœuvre, à l'heure actuelle, pour essayer d'avoir la plus grande liberté possible, tout en tirant les plus grands avantages possibles de ces reports. Mais ne nous y trompons pas : en fin de compte, ce ne sont pas les états-majors qui décideront. Le mouvement actuel a prouvé surabondamment que les masses populaires françaises veulent l'unité de la gauche, fût-ce malgré les dirigeants, et contre les dirigeants. Il y a là un mouvement qui ne peut pas être ignoré, qui ne se laisse pas impressionner par les explications ou les contre-explications. Et si seuls parviennent au contraire que, dans la dernière période, ce sont les états-majors qui devaient tenir compte du mouvement. Cela ne veut pas dire non plus qu'après le 30 mars les discordes s'effaceront et que les problèmes se résoudront. Mais je crois aussi que, de nouveau, le poids des masses populaires se fera sentir. D'une façon ou d'une autre, je ne crois pas que l'on puisse parvenir à voler au peuple sa victoire.

M. Roger-Gérard Schnitzler, député général du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré à propos de la campagne nationale : « Décidément, à l'heure actuelle, il n'y a pas de campagne nationale. Pour illustrer sa campagne nationale, j'ai choisi un arbre vert sur fond d'azur. Or ce symbole est précisément celui de M. Rocard, ministre de l'Intérieur. M. Rocard n'est pas un homme d'État, mais un homme de cabinet. » M. Schnitzler considère que le premier ministre est soit « mal informé », soit « guère loyal », ajoutant : « On attend mieux d'un premier ministre. »

M. François Mitterrand s'est rendu, jeudi 9 février, dans le quartier de Marais pour soutenir la candidature de M. Maurice Benassay, membre du comité directeur du P.S. dans la 1^{re} circonscription de Paris. Le premier secrétaire, qui a été salué par plusieurs animateurs de la communauté juive, a déclaré : « Le P.S. n'a pas défilé d'un pouce et n'a pas changé, ne changera pas de ligne. C'est le P.C.F. qui a changé la sienne. Nous entendons gouverner avec la gauche. »

Les dirigeants du mouvement du Recours (Rassemblement et coordination unitaire des radicaux et socialistes) doivent rencontrer mercredi 15 février, à Aix-en-Provence, plusieurs candidats du « courant » giscardien dans le 14^e, notamment M. François Delmas, ancien maire de Montpellier, secrétaire national du P.R., chargé des problèmes des radicaux ; Maurice Chavrier (P.R.), maire de Carpentras, candidat dans la 2^e circonscription du Vaucluse, et François Lécuyer (P.R.), maire de Frelon, candidat dans la 3^e circonscription du Var. Ils leur demanderont d'effectuer une démarche collective auprès du président de la République afin d'obtenir une annulation des textes d'application de la nouvelle loi d'indemnisation.

NOMINATIONS DE SOUS-PRÉFETS

M. Jean Jouzard est nommé chargé de mission auprès du préfet de la région Auvergne. M. Jean Sottier est nommé chargé de mission auprès du préfet de la région Midi-Pyrénées. M. Claude Guizard, secrétaire général du Var, est nommé secrétaire général de l'Assemblée de la région Alpes-Martinique, est nommé secrétaire général du Var. M. Philippe Machellet, chargé de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, est nommé directeur du cabinet du préfet des Alpes-Martiniques. M. Jean Dussac, sous-préfet de Fouchard, est nommé sous-préfet de Montmorancy. M. Jean Dussac, secrétaire général adjoint du Nord, est nommé sous-préfet de Fouchard.

La C.F.D.T. demande aux partis de gauche de se prononcer dès maintenant pour un désistement franc et automatique

La C.F.D.T. a une nouvelle fois condamné avec force la « politique miteuse » de la majorité gouvernementale et réaffirmé que l'issue positive des élections et l'action des travailleurs marqueront la perspective d'un socialisme démocratique et autonome. La résolution du bureau national (1) déclare : « Les adhérents, les militants, les organisations de la C.F.D.T. doivent, en syndicalisme, agir pour assurer, au premier comme au second tour, le succès des forces de gauche qui situent leur action dans le cadre de l'Union des forces populaires et qui cherchent à établir une convergence entre leurs objectifs. N'entrent pas dans ce cadre les candidats qui, se réclamant de l'extrême gauche, de la défense écologique, du régionalisme, refusent délibérément de placer leur campagne sous le signe de cette union et déclarent qu'ils ne se désisteront pas au second tour pour le candidat de gauche le mieux placé afin de battre le candidat de la majorité. »

Les partis de gauche mènent campagne avec le handicap de la division, ce qui laisse penser une hypothèque sur leur union en cas de succès électoral et freine la mobilisation consentante de la population, poursuit cette résolution.

Le bureau rappelle que les travailleurs et les travailleurs ne comprennent pas qu'un succès électoral des forces de gauche ne débouche pas sur la formation d'un gouvernement de la gauche unie. La C.F.D.T. prend acte que le P.S. et le P.C. ont indiqué l'un

et l'autre qu'ils voudraient constituer un tel gouvernement ; estime qu'il ne saurait y avoir d'ambiguïté quant au désistement des partis de gauche. C'est pourquoi la C.F.D.T. leur demande de se prononcer clairement et dès maintenant pour un désistement franc et automatique pour le candidat de gauche le mieux placé au premier tour ; souhaite que les partis de gauche créent les conditions pour aboutir à l'indispensable accord portant sur des objectifs et des propositions correspondant aux problèmes essentiels de l'heure, aux préoccupations des travailleurs, à leurs aspirations à des transformations profondes dans le pays.

La C.F.D.T. refuse à tout parti ou groupe l'utilisation du sigle et de l'organisation à des fins électorales.

De véritables négociations devront s'ouvrir rapidement avec le gouvernement de la gauche comme avec le patronat, à tous les niveaux, sur les revendications prioritaires (...) et les transformations nécessaires pour amener le patronat à négocier.

Mais cette action ne saurait se confondre avec les stratégies et les tactiques de délabrement que certains groupes entendent imposer en cas de succès électoral des forces de gauche. Une telle politique favoriserait être très vite contraindre aux intérêts des travailleurs et des travailleurs.

D'autre part, le bureau, dans une déclaration, rappelle qu'il avait décidé de confronter avec la C.G.T. et le P.N. les priorités des uns et des autres dans une perspective de négociation avec

un gouvernement de gauche. « Devient les déclarations publiques de responsables C.G.T. concernant (ces) discussions (...) ». La C.F.D.T. confirme son opposition à la mise au point d'un programme syndical commun qui, dans les circonstances présentes, risquerait d'être considéré comme un programme commun de gouvernement.

Il ne peut être question non plus d'envisager la mise au point d'un comité de convergence portant sur l'ensemble des objectifs des organisations. En effet, l'établissement d'un tel comité, dépassant un certain nombre de divergences partielles, suppose une réelle capacité d'autonomie et de propositions du mouvement syndical, une indépendance réelle de direction. Par ailleurs, la plateforme, par ses propositions sur la planification et les nationalisations, par toute son action, manifeste une telle indépendance.

Par contre, les liens existant entre P.C. et C.G.T., la confusion maintenue entre fonction syndicale et fonction politique dans la

LES QUATRE OBJECTIFS DU P.S. POUR LA RECHERCHE

Le parti communiste a fait connaître au début du mois ses propositions pour la recherche scientifique de l'année du 4^e février. C'était, jeudi 9, le tour du parti socialiste dont le programme s'articule autour de quatre termes : planification, coordination, autonomie et régulation.

Le lien entre recherche et Plan, la question même de savoir si la recherche peut être planifiée, a fait l'objet d'importantes débats au sein du P.S. La recherche doit être soumise à la demande sociale, donc permettre la réalisation des objectifs du Plan — ce qui suppose une continuité que ne peut assurer l'annualité des budgets. Mais il faut aussi planifier la recherche non planifiée, c'est-à-dire maintenir, sous le contrôle des chercheurs, un potentiel de recherche disponible pour assurer le progrès des connaissances. Pour la part de la recherche directement liée aux objectifs du Plan, les programmes seront définis par des « agences d'objectifs », organismes de concertation entre chercheurs, utilisateurs et planificateurs.

La recherche est faite au sein d'unités d'entreprises, d'organismes publics de recherche, qui, estime le P.S., doivent rester autonomes et gérés par des ministères différents. En outre, le P.S. aura pour tâche de coordonner leur action. Pour assurer d'autre part la liaison entre recherche et production, des centres-relais devront être créés, à l'initiative de l'Etat. Des centres techniques devront faciliter le transfert de connaissances et permettre une approche scientifique des problèmes posés par la production.

L'interrogation passe par la démocratisation des structures : à l'intérieur des laboratoires pour que la recherche soit le plus possible un travail d'équipe ; à l'extérieur, dans les organes de contrôle ou de gestion, où des conseils démocratiques regroupent des représentants de l'Etat, des techniciens, ingénieurs et chercheurs élus, des représentants des travailleurs et usagers. La liaison science-public doit être assurée par l'Etat. Sa tâche est d'un Institut de la communication scientifique.

Le dernier objectif, la régionalisation de la recherche, est parallèle à la régionalisation du Plan : le P.S. propose une politique d'« agences d'objectifs » dans chaque région, qui élaboreront des plans régionaux, auxquels devront correspondre des programmes de mesures immédiates, cofinancés par le budget de l'Etat et par ceux des régions. L'ensemble des propositions que propose le P.S. est pour une politique d'« agences d'objectifs » présentement un certain flou, l'objectif étant surtout d'entamer une négociation sur ce qu'il faut faire. Il s'y ajoute cependant un certain nombre de mesures immédiates. Un collectif budgétaire devra créer quatre mille ou cinq mille postes dès 1978 pour intégrer non seulement des personnels hors statut, et 300 millions de francs en soutien de programmes seront attribués pour régler les problèmes les plus urgents. Le budget de 1979 devra prévoir une embauche de jeunes chercheurs, la suite des intégrations de hors statut, et la relance de laboratoires actuellement en difficulté.

M. Alain Erismann, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), a déclaré, vendredi 10 février : « Malgré une division accentuée, le P.C. et le P.S. sont d'accord pour conserver l'essentiel du régime, à savoir garder M. Giscard d'Estaing. La C.F.D.T. pratique un chantage ouvert au désistement au second tour, non pour empêcher l'unité, mais pour avoir une place importante dans l'appareil d'Etat. »

C.G.T., comme vient de le confirmer la prise de position récente de Georges Séguin utilisant sa notoriété syndicale pour appeler publiquement à voter pour son parti politique, ne permettrait malheureusement pas, aujourd'hui, un progrès dans l'affirmation autonome de l'ensemble du mouvement syndical.

Réaffirmant la validité de l'unité d'action C.G.T.-C.F.D.T. instaurée en 1965, confirmée le 28 juin 1974, le bureau exécutif poursuit : « Cette unité d'action demeure indispensable, aujourd'hui comme demain, pour établir le rapport de forces conduisant à des négociations positives. C'est pourquoi, fidèle à cette position, le Bureau national continue que l'objectif de la confrontation en cours entre C.F.D.T. et C.G.T. est bien d'établir les priorités respectives pour arriver, au moment des négociations nationales éventuelles, notamment de la mise en place d'un gouvernement de gauche unie, à établir rapidement des positions revendicatives communes. »

Le débat sur la « discipline républicaine »

M. MITTERRAND : la règle qui assurera les conditions du changement.

M. Mitterrand a déclaré, vendredi 10 février à Moulins : « Si l'on me dit que la discipline des partis est la discipline de la République, je ne puis que dire que l'union serait aussi dépassée et que l'heure de la victoire de la gauche serait définitivement passée. Qui peut tenir ce raisonnement ? Les socialistes estiment, eux, que la discipline républicaine, c'est la règle même qui assurera les conditions du changement. Sans attendre de connaître les positions des autres, les socialistes affirment au grand jour que, dès le 13 mars, ils voteront pour plusieurs heures et feront savoir qu'ils se retiennent au profit du mouvement de gauche le mieux placé. La gauche Temporaire, fin soit-elle, si elle est unie, j'en suis sûr. »

M. Rocard : la position du P.C.F. n'est ni admissible ni tenable.

M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré vendredi 10 février au micro de R.T.L. : « La fameuse discipline républicaine, c'est-à-dire le fait de voter pour le candidat de gauche le mieux placé, est l'essence même de la V^e République. Elle a permis à la gauche de tenir. Quand nous entendons dire qu'il faut voter pour le candidat de gauche le mieux placé, nous sommes scandalisés. Mais je pense que c'est un faux-pas et que les électeurs eux-mêmes corrigeront le P.C. parce que ce n'est pas admissible, ni supportable, ni tenable. Cela veut dire qu'il n'y a plus d'adversaire prioritaire, que le P.C. place sur le même rang toutes les autres forces politiques de la vie politique française et que nous a traités comme un adversaire de rang égal aux forces de la majorité présidentielle. Comment toutes ces choses se passent-elles ? »

La Lettre de l'Unité publiée par le parti socialiste (titre de plan) son numéro daté du 10 février : « Cette règle du désistement à gauche a toujours été pratiquée par le parti communiste depuis quinze ans, avant même qu'existe le programme commun, et quelquefois d'une façon assez libérale à l'égard des communistes eux-mêmes. En 1962, lorsque fut voté le programme commun, le P.C. a voté pour le candidat de gauche le mieux placé, c'est-à-dire M. Giscard d'Estaing. »

DEUXIÈME TOUR DE L'ELECTION MUNICIPALE DISSY-LES-MOULINEAUX

Le second tour de l'élection municipale d'Issy-les-Moulineaux (consultation consécutive à l'annulation par le Conseil d'Etat de celle de 1977) a lieu dimanche 12 février (le Monde du 7 février). Au premier tour, la liste d'union de la gauche conduite par M. Guy Duponch, a pu se faire avec 45,33 % des voix, contre 44,71 % à celle de la municipalité sortante (M. Raymond Aiguard, M. D.S.F. et Mme Christiane Caron) et 9,91 % à la liste radicale de M. Daniel Savary. Ce dernier s'est désisté en faveur de M. Memand.

M. Claude Chevalier-Appert a été élu maire d'Issy-les-Moulineaux. M. Chevalier-Appert a été élu maire d'Issy-les-Moulineaux. M. Chevalier-Appert a été élu maire d'Issy-les-Moulineaux.

LIBERTÉS NOUVELLES

(Suite de la première page.)

Trop souvent, ces professionnels de la politique sont aussi des professionnels du spectacle, réagissant à l'arrière-plan programmes et options, pour mettre l'accent sur deux profils dans des campagnes ultra-personnalisées et très dispendieuses.

Ces campagnes rompent l'égalité nécessaire entre les candidats. Seuls, certains, soutenus par les milieux d'affaires, peuvent engager de tels frais. A la limite, ils achètent presque leur siège. Selon une pratique qui rappelle étrangement l'Ancien Régime et la vénalité des offices, les candidats à la démocratie. Pour les empêcher, il faut et il faut le plafonnement des dépenses électorales dans chaque circonscription — comme au Royaume-Uni — et leur financement par l'Etat — comme en Allemagne fédérale.

Il faut donc « déprofessionnaliser », « déspecialiser » aussi des transmissions de la politique. Car elle a trop souvent l'aspect d'une « guerre civile froide », confrontant convulsivement majorité et opposition.

En démocratie, l'opposition n'est pas un péché ni un blasphème. C'est tout simplement un service public, qui éclaircisse le pouvoir sur ses erreurs, qui présente des solutions et des équipes de renouveau. L'opposition de 1978 — conduite, espérons-le, par M. Chirac, Lecanet et Solson — ne devra pas subir le traitement inéquitable qui aura été réservé à la minorité de 1958 à 1978. Elle devra, au contraire, bénéficier de droits renforcés.

Droit à la contre-partie parlementaire accrue : par partage des présidences de commissions permanentes, par des commissions d'enquête pouvant être créées à l'initiative d'un quart des élus donc de l'opposition. Droit à l'expertise : par le détachement d'experts, de hauts fonctionnaires auprès de tous les groupes parlementaires. Droit à l'assistance juridique. Droit à l'alternance, clairement affirmé.

Tout cela dédramatiserait la vie publique. En établissant de nouveaux rapports, plus pacifiques, plus équitables et plus féconds, entre majorité et opposition. En faisant qu'elles s'écoutent l'une l'autre, dans la diversité, mais aussi dans le respect mutuel.

Limiter l'Etat

Un autre carcan oppresse la France et les Français. C'est l'impérialisme de l'Etat central. Omnipotent, omniprésent, tentaculaire. Cet Etat pesant et ubéresque englobe et écrase la « société civile ».

Longtemps — et c'était alors souvent vrai — la gauche a cru que le progrès était lié à l'intervention toujours accrue de l'Etat. Hors de l'Etat, point de salut ! C'était le réflexe commun

des sociaux-démocrates et des socialistes.

Pour sa part, le radicalisme se défie de toute pente bureaucratique, de toute dérive technocratique, fassent-elles de gauche. Pour sa part, il continue de défendre « le citoyen contre les pouvoirs ». Sa philosophie même — à travers Alain — c'est le respect de l'individu contre les abus du pouvoir d'Etat. Sa volonté, c'est de briser l'Etat, c'est de remettre l'Etat à sa place.

Ainsi se réaffirme une tradition inverse de la gauche. Celle qui conteste les grands appareils de domination, les organisations centrales avides de tout régir, de tout dicter d'en haut, en imposant leurs diktats. Son objectif ? Remettre vie à la « société civile », étendue et asséchée par l'Etat. Dessiner ce carcan qui étouffe la vie démocratique de la nation. Redistribuer le pouvoir du haut vers le bas. Vers des « contre-pouvoirs » locaux ou associatifs. Son but ? La démocratie d'en bas. Une vraie démocratie quotidienne et locale, une démocratie de la base et non plus du sommet.

La démocratie d'en bas

Dans cette perspective, il convient d'établir le « pouvoir communal », le pouvoir commun des citoyens sur leur vie quotidienne et leur avenir. Par le développement des commissions extra-municipales ouvertes à toutes personnes représentatives (associations, etc.). Par l'institutionnalisation du référendum communal — aujourd'hui limité aux problèmes de fusion — pour les projets engageant l'avenir même de la commune (installation d'une centrale nucléaire, etc.).

Dans cette même perspective, il faut attendre une vraie démocratie régionale : la région cessant d'être un simple échelon technocratique pour devenir un nouvel espace démocratique.

Avec des organes légitimes : une assemblée régionale désignée au suffrage universel direct, dont le président élu deviendra le véritable exécutif de la région, au lieu du préfet. Avec de vraies compétences : développement économique et social, mise en place et gestion des équipements collectifs, action directe en matière d'emploi (au-delà du décret du 27 juillet 1977), animation culturelle. Avec, enfin, de réels moyens, par le transfert de certaines ressources étatiques, aujourd'hui monopolisées par le cadre d'une vie plus libre.

Ainsi s'ébaucherait une « nouvelle politique » qui pourrait être le pouvoir central.

R.-G. SCHWARTZENBERG.

Prochain article :

UNE VIE PLUS LIBRE.



Le Monde aujourd'hui

« LA BRICHE »

Un refuge pour femmes meurtries

« **R**ÉGULIÈREMENT, l'apport d'un paquet ficelé, une petite valise chez des amis. Il ne s'est rendu compte de rien. Tous les deux jours, le téléphone lui pour savoir s'il y avait de la place. Enfin, on m'a dit : « On vous attend. » J'ai affiché sur le bar « fermé cause déménagement », je suis allée chercher les enfants — sept et dix ans — à la sortie de l'école. Et nous sommes partis. Quand je suis arrivée devant ces grosses grilles, j'ai su que c'était la fin du voyage, la sécurité retrouvée. »

Anne-Marie, trente ans, une petite femme blonde aux traits fins, charnel noir larmé argent, est mariée depuis onze ans à un pied-noir. Il tient un bar, rejoint de plus en plus

souvent les clients de l'autre côté du comptoir, commence à battre sa femme. Une femme soumise, tout à la fois barmain, cuisinière, domestique, dévouée dans un cercle de famille envahissant. Le mari l'a, de plus en plus fort. En octobre 1976, Anne-Marie est hospitalisée avec un tumeur crânien. « On m'a tellement rabalancée... Aujourd'hui, j'ai repris confiance en moi, j'ai trouvé à Paris un emploi de bureau, bientôt j'aurai un logement à moi. »

Malgré, vingt-cinq ans, est là depuis cinq mois avec Sandrine, trois ans, et David, six mois. Une peumée, elle aussi, débarras du Sud-Ouest sans logement, sans argent. Le mari est incarcéré à la Santé pour avoir, avec des copains, fracturé une cave, un jour où il ne savait où dormir. « Je suis allée voir une assistante sociale ; au début, elle me proposait de me mettre dans un foyer, les gosses dans un autre. Elle a compris, ici, c'est ce qui se passe. »

ICL, c'est la Briche (1), un foyer d'hébergement du Secours catholique. Cent quarante hectares de forêt dans l'Essonne, à 35 kilomètres au sud de Paris, jusqu'à la limite de la Seine. Un ancien château du quatorzième siècle offert par Louis XI à son maître d'hôtel, où quatre siècles plus tard Alfred de Vigny rencontrait l'une de ses amantes, amies. Les dépendances ont été restaurées, de petites maisons construites sous les grands arbres du Liban. Deux moutons paissent derrière une barrière. Le poney va maître bas. A la Briche, tout peut recommencer.

La vocation de ce centre ? « Accueillir des femmes en difficulté morale ou matérielle, avec leurs enfants, quand aucune autre possibilité ne s'offre à elles », explique M. Alfred Tricot, qui dirige la Briche avec sa femme. Peu de femmes abandonnées — celles-ci gardent le logement. Quelques mères célibataires vivant seules. Mais surtout, à 85 %, des femmes qui ont fui loin de chez elles une vie conjugale ou maritale devenue intolérable.

* 91610 Saint-Germain-de-Parville, Tél. : 331-42-12.

FRANÇOIS BOTT.

naïve ; alcoolisme, violence, la carie infantile. Ces femmes-là ont connu la rupture. Volontairement, elles ont quitté la sécurité, l'ordre, la routine, la routine en tout cas. Cela explique la passion qui les anime. « Lorsque leur couple n'était pas bien, elles n'ont pas cherché un autre homme, un autre foyer, une autre sécurité. Ces femmes sont fidèles, c'est pour cela qu'elles sont ici. Cette passion qu'elles ont pour leur mari, c'est une révolte contre ce qu'elles en supportent. »

« C'est la seule fois que je pars de la Briche », dit Anne-Marie. « Je suis partie assez souvent et revenue, dit Jeanne, vingt-sept ans, deux enfants, dont un de quatre mois. Mais depuis que j'ai le bébé, d'instinct, je ne reviens plus. » Le point de non-retour ? Voir. A leur sortie de la Briche, la moitié de ces femmes reprennent la vie commune. « Ces reprises, précise M. Tricot, ne sont pas des capitulations de l'un par rapport à l'autre, mais le résultat d'une négociation, un véritable redémarrage. La rupture a ses vertus. Elle permet de voir plus clair, de se redresser, de prendre un nouveau départ sur d'autres bases. Pour certains hommes, la femme fait partie des meubles, faite pour faire l'amour comme le réfrigérateur pour conserver la viande. La femme entend plus de la qualité de la vie que du matériel, elle est plus pauvre de valeurs spirituelles. »

Ainsi de cette femme venue se réfugier à la Briche pendant trois mois avec ses trois enfants, de huit, six et trois ans ; son mari, quarante ans, transporteur international, roulate à travers l'Europe, avait touché jusqu'à 15 000 francs par mois, son projet de vie : gagner le maximum d'argent tant qu'il était jeune et costaud. Il résulte en 204, avait sa femme d'appareils ménagers, de maison de campagne, de voiture. Elle avait besoin d'autre chose.

GUILLAUME DE SAIRIGNÉ.

(Lire la suite page 15.)

MÉTRO

La vie en rose

PENDANT l'hiver ou pendant l'été ? Peu importe, c'est dans le métro. Depuis loin, très loin, juste avant d'emprunter le long tapis roulant de la station Montparnasse, on l'a entendue. On ne peut y croire. La voix, pourtant, emplie le long tunnel. On dirait que les conversations se sont cachées dans le chuintement du scotch-chauffant. On s'arrête et on se laisse transporter par le tapis en s'accrochant à la main courante. On ne peut faire deux choses à la fois : écouter seulement. On peut localiser la voix. Elle est au bout du tunnel, c'est sûr maintenant. Cette force, ce style, cette vibration qui se propage droit au creux de votre émotion. Un disque ? Impossible. D'ailleurs aucun instrument ne l'accompagne. « A espérer », comme disent les commutateurs.

Plus on approche et plus le bruit se transforme en certitude. Non, malgré le chuintement de la roue, malgré la justice, la couleur, la présence, ce ne peut être elle. Et d'abord, elle est morte depuis longtemps. Et puis il y a cet accent étrange et si doux.

Mais qui peut donc, avec autant d'aplomb, chanter la vie en rose dans le métro ?

Une trompe compacte de badaboum s'est formée qu'on franchit avec peine. Enfin, on la voit. C'est un petit bout de femme dotée d'un coffre et d'un organe extraordinaire. C'est une Noire à la poitrine haute.

Elle achève sa chanson. Personne ne réagit. Elle fait directement le tour des regards et elle entonne à pleine voix la Froule.

Dans la rue, la petite Edith Gassion n'avait rien de plus que la petite chanteuse noire dans le métro. Elle n'avait même pas à son répertoire les chansons de la grande Plac.

JEAN CAYE.

LE RETOUR

Une boîte de petits pois

UN tas de. Plus qu'un tas de : le tas d'un tas. L'expression d'une misère majeure dont le tas d'un tas est la table bancale ne sont que l'un des faces visibles. Les fondements faussés dans l'impasse, l'incapacité d'être, ce minimum vital qui est le fruit de l'éducation et sans lequel il est impossible de se comporter.

Un jour, l'homme est parti, laissant la femme et les sept enfants. Ne supportant plus la situation, humiliée par le chômage, la faim, le déshonneur du foyer. Depuis trois semaines, il est dehors. Avec une autre, disent les voisins. « Peut-être pas », dit la femme.

Ce soir-là, en milieu des enfants qui se bousculent, tombent à la renverse et se relèvent, il est revenu chercher ses affaires. Deux valises sont ouvertes sur la table : il y a juste pile-à-mille son linge. Tout semble ridicule : la tenture, les enfants, les valises, les chemises, une paire de bretelles...

Le Père Joseph, du mouvement Aïda à toutes déviances, avait par des valises, se tient au milieu de la pièce. « Je ne trouve, pour lui, raconte-t-il, aucun mot à la grandeur de sa honte et de leur malheur. » Il savait que ce nouveau départ était une fausse sortie, qu'il attendait que la femme, les enfants, lui disent de rester. « Mais eux, comme moi, n'osons rien lui dire, car notre intuition de pauvres gens devinait que les paroles déformées, diminuant la grandeur des sentiments, les meurtrissent presque toujours. »

A la fin, le Père l'a pris dans ses bras et l'a serré très fort, très fort. Afin qu'il ressente combien tous l'aimaient.

Alors, la femme, tapie dans l'ombre, est sortie de la pièce du fond, marquée par sa solitude, sa misère. Désignant les gosses, elle a dit simplement : « Il y a trois jours que le placard est vide. Je n'ai rien demandé à personne. »

Elle parlait, sans s'adresser à quelqu'un en particulier : « Il est venu prendre ses affaires. Il repart. Qu'allons-nous devenir ? »

Le Père serrait le bras de l'homme. Les sept enfants continuèrent à s'occuper dans leur coin. Autour de la table où se jouait l'avenir d'une famille, tout pouvait provoquer le drame : la plainte de la femme, l'indifférence des enfants, le silence d'un homme humilié.

« Il restera, dit le Père, sinon il ne serait pas revenu. » Ils sont passés tous trois dans la cuisine, où il n'y a plus une miette à trouver, où nulle odeur ne laisse présager la table ouverte. Dans cette glacière, néanmoins, le silence est rompu. L'un assis, l'autre debout.

« J'ai souffert, dit l'homme. — Et nous, dit la femme. — J'ai travaillé, dit l'homme. — Alors, tu es de l'argent ? » Pas de réponse.

Tout à coup, elle comprit que s'il repartait, elle resterait là sans argent, qu'elle suppléerait, qu'elle mendierait. Et dans un sanglot : « Sais-tu que j'ai vendu une boîte de petits pois pour t'écrire ? Une boîte que le voisinage lui avait donnée, le signe d'un soutien, le cri de la désespérance. »

La vendeuse, dit le Père Joseph, c'était la révélation d'un amour insensé qui relègue la faim, la souffrance, la honte au dernier plan. « A nouveau le silence. Tout avait été dit. Les paroles étaient inutilisées. »

Quand le Père les quitta, il savait que, lui ne repartait plus, qu'il était assis, fort, désarmé pour supporter les rallures du voisinage, parce que l'un et l'autre s'étaient redonnés l'amour. « Sur la pas de la porte, la petite da sept ans le tenait par la main, la pressant à petits coups comme pour dire : merci ». Il pensait à cette boîte de petits pois vendue pour acheter un timbre, afin d'écrire à l'homme en fuite, pour lui dire qu'il était toujours aimé. Cette déclaration d'amour, les enfants l'avaient-ils entendue ? Sans doute. D'ailleurs, ils n'avaient pas besoin de cette preuve : ils avaient.

JACQUES VANDER ELST.

Au fil de la semaine

« **L'**HOMME est écartelé tout au long de sa journée entre sa femme, ses enfants et ses multiples tâches. Au cours des repas, il doit écouter, consoler, conseiller, remonter le moral, arbitrer et juger les discussions. Il faut qu'il veille à soutenir la fragile équilibre familial... Il ne se trouvera personne dans la famille pour savoir ce que nous pourrions aimer pour nous distraire... Se réaliser sans gêner les goûts et les libertés des autres ? Dans une émission de radio, n'a-t-on pas interviewé plusieurs hommes pour leur demander quel était le rêve de leur vie. Les réponses étaient invariablement : « Mon rêve serait d'aller quelques jours quelque part seul. » Que demandent-ils ? Pourquoi consacrer à nous-mêmes un peu de temps, ne pas être sans arrêt sollicités, écouter le chant d'un oiseau, rêver... »

Arrêtons là ce « témoignage » malicieusement truqué. Car, d'un bout à l'autre du texte qu'on vient de lire, on n'a pas « femme », chaque fois qu'il était écrit « femme », et inversement. En fait, cette page est extraite, dans sa forme initiale et non modifiée, du « programme commun des femmes » (1) que vient de présenter, au nom du mouvement Choisir, M^{lle} Gisèle Holm, en même temps qu'elle annonçait l'investiture accordée à cinquante candidates (et leurs cinquante suppléantes) pour défendre, contre tous les partis, « la cause des femmes ».

ON aurait pu choisir bien d'autres pages du livre de M^{lle} Holm pour leur faire subir ce méchant traitement. C'est un jeu un peu facile, il faut le reconnaître. Il comporte un enseignement : dans les proclamations féministes, on perd trop souvent de vue que beaucoup des questions posées, des exigences avancées, des situations décrites, ne sont pas particulières aux femmes, qu'elles sont moins affaire de sexe que de classe, de place dans la société, de système ou de niveau de vie et qu'un grand nombre gardent toute leur valeur si on les envisage de l'autre côté, celui des hommes.

Avancer cette idée, c'est déjà encourir l'accusation de sexisme, tant est exacerbée la susceptibilité des militantes du néo-féminisme. Et la sagesse, la prudence au moins, serait de s'abstenir de commenter de quelque façon que ce soit le « pro-

gramme commun des femmes ». Cependant — et pourquoi ne pas le dire ? — un homme, même s'il ne se croit, ne se sent, ne se veut pas sexiste, éprouve une gêne, une sorte de malaise, à la lecture de certaines pages de l'ouvrage de Choisir.

D'abord, il se sent solo et malodorant. « Certes, le déesse mère, lit-il par exemple, est devenue mince et cherche à plaire puisqu'elle peut enfin se lever la tête avec le shampooing de son ravissant bébé. Il semble que ce lavage de crâne quotidien ne concerne pas les hommes, qui sont, eux, inextinguibles par la soif et par les odeurs désagréables puisque seule la femme doit utiliser la bombe machine pour vaporiser ses selles et ses excréments. Certes, la gardienne du foyer, qui, elle, peut avoir des formes ovales, a quitté sa grotte originelle pour une cuisine en Formica rutilante, mais le liquide lui permet tout de même de se mirer dans ses assiettes, corbeille de jouissance si l'on en croit l'intonation de sa voix. » On se demande avec quelque inquiétude quels hommes — et quelles femmes — fréquentent les auteurs de telles diatribes.

Encore ne s'agit-il là que d'algèbre et de mépris. Mais que penser alors de toutes les généralisations, de tous les procès, de tous les jugements à l'emporte-pièce qui font des hommes, tous et toujours, des sadiques, des goulots et des oppresseurs ? A chaque page ou presque, sous dix formes, c'est le leitmotiv. Le violateur : « Il n'est pas un psychopathe (1 %), mais un Français moyen, ordinaire, bien de chez nous. » La brute : « Côté vie privée, [la femme] doit être prête à supporter, du quasi-inévitable époux ou compagnon, ses humeurs, ses relations, son rythme sexuel. » L'exploitateur : « Les femmes... souvent combien ces efforts épuisent dans un climat affectif où elles ont dû être déçues et où elles se sont trouvées exploitées, d'une façon plus ou moins consciente, par leurs maris ou leurs amants, indifférents à ce qu'il n'était pas leur corps à elle ou les enfants issus d'eux. »

Le salaud : « Les hommes s'échangent les femmes, c'est entre hommes qu'ils se racontent (trivialement ou doctement) leurs prouesses... » L'ennemi : « Bien sûr, nous nous battons sur le terrain de l'ennemi. Mais c'est lui qui nous y a entraînés. » L'hypocrite : « Il est

évident qu'il y a un certain nombre d'hommes qui sont ouverts à une libération limitée de la femme... Ces hommes sont pour la pilule, pour une libération de l'avortement (voilà qui va leur simplifier la vie vis-à-vis de leurs petites amies)... Le tyran : « L'homme détenteur de pouvoir quantitatif : pénis + fric + savoir = jouissance, écarte la femme... des grands courants de son histoire. »

Quo reste-t-il ? La famille, le couple : « Si le but à viser est la suppression de la famille patriarcale... peut-être sera-t-il nécessaire pour atteindre ce but de supprimer la cohabitation du couple pendant au moins une génération... Les femmes elles-mêmes ne sont guère mieux traitées : « Nous ne voulons pas être réduites à des rôles : mère, courtisane, putain, mineure sexuelle. » Et encore : « La femme, sexuellement et économiquement inexistante », condamnée à « l'esclavage des maternités successives » par « une société oppressive et sexiste. » Et que les hommes n'essaient pas de se racheter de leur indignité, ils n'y parviendront pas : « Prière aux hommes bien intentionnés : faites, nous vous en supplions, qu'ils cessent de nous vouloir du bien, cela nous fait trop de mal. »

La haine : voilà ce qui s'exprime à chaque page de ce singulier programme commun proposé aux femmes. Et qui explique la gêne, le malaise qu'un homme ne peut pas ne pas ressentir à sa lecture, si compréhensif, si résigné, si masochiste même qu'il puisse être.

Certes, ces outrances, ces virulences ne sont pas tout le livre, si elles en reflètent bien l'esprit. On trouve aussi dans l'ouvrage, de Choisir, un certain nombre de propositions concrètes d'ordre social, juridique, fiscal, culturel, etc., qui sont souvent intéressantes, parfois judicieuses, voire urgentes et excellentes (2).

Toutes ces « propositions » sont imprimées en caractères gras à la fin de chaque chapitre — c'est donc là l'essentiel — et certaines paraissent, à vrai dire, plutôt cocasses tandis que d'autres laissent rêveur. Ainsi, comment « par un accroissement de la communication directe entre femmes — sans passer par la médiation de l'homme — leur permettre de lutter contre l'isolement,

de découvrir dans le concret leur réalité sexuelle, de ne plus recevoir le savoir de spécialistes ou prestige usurpé et ou savoir incertain... ? »

Que signifie « favoriser par tous les moyens l'expression de la femme en dehors de tout contrôle, de tout jugement et de toute répression ou pression directes ou indirectes » ? Faut-il vraiment « que les médias diffusent la véritable image de la lesbienne et détruisent ainsi l'image faussée et caricaturale qui en est faite » ? Doit-on réellement, « à partir de la classe de quatrième, parler de la contraception, de l'avortement, du plaisir, de la liberté de choix de sa sexualité... ? »

Des femmes, de milieux et de cultures très diverses nous ont dit, se sont réunies, ont travaillé des mois à préparer ce livre, ont pesé et discuté chaque mot, chaque proposition. Comment ont-elles pu en venir à un tel paroxysme de haine à l'égard de l'homme, d'aversion envers l'amour dans le couple, d'exécration de la famille ? Caricature de la sexualité, rejet furieux des sentiments les plus ordinaires — la pudeur, la tendresse, l'affection, — mépris aussi, très souvent, à l'égard des femmes, ces pauvres esclaves si aveugles, si stupides qu'elles en viennent à alimenter leurs bourreaux, et débiles parfois au point de choisir de rester au foyer pour élever leurs enfants. Une fois encore, de quels hommes, de quelles femmes parlent-elles ?

Qu'il reste beaucoup à faire dans les lois et plus encore dans les esprits et les habitudes pour que la femme puisse accéder à une réelle liberté, à une véritable indépendance, pour qu'elle soit vraiment égale dans la différence, qu'il le conteste-t-on ? On comprend bien aussi qu'il faut faire la part de la provocation calculée et que, pour avoir de meilleures chances d'être entendues, puisqu'elles pensent que l'homme, leur ennemi, refuse de les écouter, les militantes de Choisir aient voulu crier très fort. On ne peut toutefois s'empêcher de penser que, en ottisant ainsi la haine, les auteurs de ce brûlot discréditent bien plus qu'elles ne la servent la cause qu'elles prétendent défendre, la cause des femmes.

(1) Choisir, 369 p., 35 F.
(2) Voir dans le Monde du 7 février le compte rendu d'Anne Chateaubourg et dans le Monde du 10 février les commentaires de François Giroud et Liliane Bevil.

La cause des femmes

par
PIERRE VIANSSON-PONTE

W.D. H. L.

BRICHE 2

refuge pour

FRANCE-MUSIQUE

FRANCE-MUSIQUE**FRANCE-CULTURE**[illegible]

CHAINE III : FR 3

CHÂINE III : FR 3

19 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Le Mouvement des radicaux de gauche ; 20 h. Les jeux ; 20 h. 30. Série documentaire : La qualité de l'avenir (septième partie : Le plus précieux des biens), d'É. Leguy et F. Guillaume : réal. Ph. Kohly.

Une nouvelle science est en train de naître : la toxicologie, qui étudie les effets de la pollution sur les organismes et sur l'économie. Les médicaments, les pesticides, les aliments, notre alimentation, notre santé mentale est-elle en danger ?

21 h. 30. Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Laissons forger les forgerons), de J. Lallier et M. Tosello.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Daniel Boulanger (et à 14 h. 19 h. 33 et 23 h. 55) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance : Célébration de la poésie, de la littérature, de la musique ; 9 h. Matinales des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 2. Libre parcours vocal : S. Magerati, F. Bloch ; 12 h. 15. Matinales ; 13 h. 15. Matinales ; 13 h. 30. Musique extra-européenne ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 15 h. 15. Matinales ; 15 h. 30. Musique extra-européenne ; 16 h. 5. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 17 h. 15. Matinales ; 17 h. 30. Musique extra-européenne ; 18 h. 5. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 19 h. 15. Matinales ; 19 h. 30. Musique extra-européenne ; 20 h. 5. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 21 h. 15. Matinales ; 21 h. 30. Musique extra-européenne ; 22 h. 5. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 23 h. 15. Matinales ; 23 h. 30. Musique extra-européenne ; 23 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 24 h. 15. Matinales ; 24 h. 30. Musique extra-européenne ; 24 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 25 h. 15. Matinales ; 25 h. 30. Musique extra-européenne ; 25 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 26 h. 15. Matinales ; 26 h. 30. Musique extra-européenne ; 26 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 27 h. 15. Matinales ; 27 h. 30. Musique extra-européenne ; 27 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 28 h. 15. Matinales ; 28 h. 30. Musique extra-européenne ; 28 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 29 h. 15. Matinales ; 29 h. 30. Musique extra-européenne ; 29 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 30 h. 15. Matinales ; 30 h. 30. Musique extra-européenne ; 30 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 31 h. 15. Matinales ; 31 h. 30. Musique extra-européenne ; 31 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 32 h. 15. Matinales ; 32 h. 30. Musique extra-européenne ; 32 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 33 h. 15. Matinales ; 33 h. 30. Musique extra-européenne ; 33 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 34 h. 15. Matinales ; 34 h. 30. Musique extra-européenne ; 34 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 35 h. 15. Matinales ; 35 h. 30. Musique extra-européenne ; 35 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 36 h. 15. Matinales ; 36 h. 30. Musique extra-européenne ; 36 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 37 h. 15. Matinales ; 37 h. 30. Musique extra-européenne ; 37 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 38 h. 15. Matinales ; 38 h. 30. Musique extra-européenne ; 38 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 39 h. 15. Matinales ; 39 h. 30. Musique extra-européenne ; 39 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 40 h. 15. Matinales ; 40 h. 30. Musique extra-européenne ; 40 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 41 h. 15. Matinales ; 41 h. 30. Musique extra-européenne ; 41 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 42 h. 15. Matinales ; 42 h. 30. Musique extra-européenne ; 42 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 43 h. 15. Matinales ; 43 h. 30. Musique extra-européenne ; 43 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 44 h. 15. Matinales ; 44 h. 30. Musique extra-européenne ; 44 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 45 h. 15. Matinales ; 45 h. 30. Musique extra-européenne ; 45 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 46 h. 15. Matinales ; 46 h. 30. Musique extra-européenne ; 46 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 47 h. 15. Matinales ; 47 h. 30. Musique extra-européenne ; 47 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 48 h. 15. Matinales ; 48 h. 30. Musique extra-européenne ; 48 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 49 h. 15. Matinales ; 49 h. 30. Musique extra-européenne ; 49 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 50 h. 15. Matinales ; 50 h. 30. Musique extra-européenne ; 50 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 51 h. 15. Matinales ; 51 h. 30. Musique extra-européenne ; 51 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 52 h. 15. Matinales ; 52 h. 30. Musique extra-européenne ; 52 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 53 h. 15. Matinales ; 53 h. 30. Musique extra-européenne ; 53 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 54 h. 15. Matinales ; 54 h. 30. Musique extra-européenne ; 54 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 55 h. 15. Matinales ; 55 h. 30. Musique extra-européenne ; 55 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 56 h. 15. Matinales ; 56 h. 30. Musique extra-européenne ; 56 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 57 h. 15. Matinales ; 57 h. 30. Musique extra-européenne ; 57 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 58 h. 15. Matinales ; 58 h. 30. Musique extra-européenne ; 58 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 59 h. 15. Matinales ; 59 h. 30. Musique extra-européenne ; 59 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 60 h. 15. Matinales ; 60 h. 30. Musique extra-européenne ; 60 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 61 h. 15. Matinales ; 61 h. 30. Musique extra-européenne ; 61 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 62 h. 15. Matinales ; 62 h. 30. Musique extra-européenne ; 62 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 63 h. 15. Matinales ; 63 h. 30. Musique extra-européenne ; 63 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 64 h. 15. Matinales ; 64 h. 30. Musique extra-européenne ; 64 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 65 h. 15. Matinales ; 65 h. 30. Musique extra-européenne ; 65 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 66 h. 15. Matinales ; 66 h. 30. Musique extra-européenne ; 66 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 67 h. 15. Matinales ; 67 h. 30. Musique extra-européenne ; 67 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 68 h. 15. Matinales ; 68 h. 30. Musique extra-européenne ; 68 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 69 h. 15. Matinales ; 69 h. 30. Musique extra-européenne ; 69 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 70 h. 15. Matinales ; 70 h. 30. Musique extra-européenne ; 70 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 71 h. 15. Matinales ; 71 h. 30. Musique extra-européenne ; 71 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 72 h. 15. Matinales ; 72 h. 30. Musique extra-européenne ; 72 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 73 h. 15. Matinales ; 73 h. 30. Musique extra-européenne ; 73 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 74 h. 15. Matinales ; 74 h. 30. Musique extra-européenne ; 74 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 75 h. 15. Matinales ; 75 h. 30. Musique extra-européenne ; 75 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 76 h. 15. Matinales ; 76 h. 30. Musique extra-européenne ; 76 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 77 h. 15. Matinales ; 77 h. 30. Musique extra-européenne ; 77 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 78 h. 15. Matinales ; 78 h. 30. Musique extra-européenne ; 78 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 79 h. 15. Matinales ; 79 h. 30. Musique extra-européenne ; 79 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 80 h. 15. Matinales ; 80 h. 30. Musique extra-européenne ; 80 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 81 h. 15. Matinales ; 81 h. 30. Musique extra-européenne ; 81 h. 45. Un livre, des voix : « Qui cherche le mal », de J. L. Fournier ; 82 h. 1

FRANCE-MUSIQUE**FRANCE-CULTURE**

7 h. 2. Poésies : Daniel Boulanger (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5. Matinales ; 6 h. 8. Les chemins de la connaissance : regards sur la science ; 9 h. 10. 30. 70. 80. 90. 100. Compagnies : aujourd'hui pour vivre demain ; 8 h. 7. Matinée du monde contemporain ; 10 h. 45. Démonches ; 11 h. 2. La musique prend la parole ; 12 h. 5. Le point de vue ; 13 h. 15. 20. 25. 30. 35. 40. 45. 50. 55. 60. 65. 70. 75. 80. 85. 90. 95. 100. 105. 110. 115. 120. 125. 130. 135. 140. 145. 150. 155. 160. 165. 170. 175. 180. 185. 190. 195. 200. 205. 210. 215. 220. 225. 230. 235. 240. 245. 250. 255. 260. 265. 270. 275. 280. 285. 290. 295. 300. 305. 310. 315. 320. 325. 330. 335. 340. 345. 350. 355. 360. 365. 370. 375. 380. 385. 390. 395. 400. 405. 410. 415. 420. 425. 430. 435. 440. 445. 450. 455. 460. 465. 470. 475. 480. 485. 490. 495. 500. 505. 510. 515. 520. 525. 530. 535. 540. 545. 550. 555. 560. 565. 570. 575. 580. 585. 590. 595. 600. 605. 610. 615. 620. 625. 630. 635. 640. 645. 650. 655. 660. 665. 670. 675. 680. 685. 690. 695. 700. 705. 710. 715. 720. 725. 730. 735. 740. 745. 750. 755. 760. 765. 770. 775. 780. 785. 790. 795. 800. 805. 810. 815. 820. 825. 830. 835. 840. 845. 850. 855. 860. 865. 870. 875. 880. 885. 890. 895. 900. 905. 910. 915. 920. 925. 930. 935. 940. 945. 950. 955. 960. 965. 970. 975. 980. 985. 990. 995. 1000. 1005. 1010. 1015. 1020. 1025. 1030. 1035. 1040. 1045. 1050. 1055. 1060. 1065. 1070. 1075. 1080. 1085. 1090. 1095. 1100. 1105. 1110. 1115. 1120. 1125. 1130. 1135. 1140. 1145. 1150. 1155. 1160. 1165. 1170. 1175. 1180. 1185. 1190. 1195. 1200. 1205. 1210. 1215. 1220. 1225. 1230. 1235. 1240. 1245. 1250. 1255. 1260. 1265. 1270. 1275. 1280. 1285. 1290. 1295. 1300. 1305. 1310. 1315. 1320. 1325. 1330. 1335. 1340. 1345. 1350. 1355. 1360. 1365. 1370. 1375. 1380. 1385. 1390. 1395. 1400. 1405. 1410. 1415. 1420. 1425. 1430. 1435. 1440. 1445. 1450. 1455. 1460. 1465. 1470. 1475. 1480. 1485. 1490. 1495. 1500. 1505. 1510. 1515. 1520. 1525. 1530. 1535. 1540. 1545. 1550. 1555. 1560. 1565. 1570. 1575. 1580. 1585. 1590. 1595. 1600. 1605. 1610. 1615. 1620. 1625. 1630. 1635. 1640. 1645. 1650. 1655. 1660. 1665. 1670. 1675. 1680. 1685. 1690. 1695. 1700. 1705. 1710. 1715. 1720. 1725. 1730. 1735. 1740. 1745. 1750. 1755. 1760. 1765. 1770. 1775. 1780. 1785. 1790. 1795. 1800. 1805. 1810. 1815. 1820. 1825. 1830. 1835. 1840. 1845. 1850. 1855. 1860. 1865. 1870. 1875. 1880. 1885. 1890. 1895. 1900. 1905. 1910. 1915. 1920. 1925. 1930. 1935. 1940. 1945. 1950. 1955. 1960. 1965. 1970. 1975. 1980. 1985. 1990. 1995. 2000. 2005. 2010. 2015. 2020. 2025. 2030. 2035. 2040. 2045. 2050. 2055. 2060. 2065. 2070. 2075. 2080. 2085. 2090. 2095. 2100. 2105. 2110. 2115. 2120. 2125. 2130. 2135. 2140. 2145. 2150. 2155. 2160. 2165. 2170. 2175. 2180. 2185. 2190. 2195. 2200. 2205. 2210. 2215. 2220. 2225. 2230. 2235. 2240. 2245. 2250. 2255. 2260. 2265. 2270. 2275. 2280. 2285. 2290. 2295. 2300. 2305. 2310. 2315. 2320. 2325. 2330. 2335. 2340. 2345. 2350. 2355. 2360. 2365. 2370. 2375. 2380. 2385. 2390. 2395. 2400. 2405. 2410. 2415. 2420. 2425. 2430. 2435. 2440. 2445. 2450. 2455. 2460. 2465. 2470. 2475. 2480. 2485. 2490. 2495. 2500. 2505. 2510. 2515. 2520. 2525. 2530. 2535. 2540. 2545. 2550. 2555. 2560. 2565. 2570. 2575. 2580. 2585. 2590. 2595. 2600. 2605. 2610. 2615. 2620. 2625. 2630. 2635. 2640. 2645. 2650. 2655. 2660. 2665. 2670. 2675. 2680. 2685. 2690. 2695. 2700. 2705. 2710. 2715. 2720. 2725. 2730. 2735. 2740. 2745. 2750. 2755. 2760. 2765. 2770. 2775. 2780. 2785. 2790. 2795. 2800. 2805. 2810. 2815. 2820. 2825. 2830. 2835. 2840. 2845. 2850. 2855. 2860. 2865. 2870. 2875. 2880. 2885. 2890. 2895. 2900. 2905. 2910. 2915. 2920. 2925. 2930. 2935. 2940. 2945. 2950. 2955. 2960. 2965. 2970. 2975. 2980. 2985. 2990. 2995. 3000. 3005. 3010. 3015. 3020. 3025. 3030. 3035. 3040. 3045. 3050. 3055. 3060. 3065. 3070. 3075. 3080. 3085. 3090. 3095. 3100. 3105. 3110. 3115. 3120. 3125. 3130. 3135. 3140. 3145. 3150. 3155. 3160. 3165. 3170. 3175. 3180. 3185. 3190. 3195. 3200. 3205. 3210. 3215. 3220. 3225. 3230. 3235. 3240. 3245. 3250. 3255. 3260. 3265. 3270. 3275. 3280. 3285. 3290. 3295. 3300. 3305. 3310. 3315. 3320. 3325. 3330. 3335. 3340. 3345. 3350. 3355. 3360. 3365. 3370. 3375. 3380. 3385. 3390. 3395. 3400. 3405. 3410. 3415. 3420. 3425. 3430. 3435. 3440. 3445. 3450. 3455. 3460. 3

FRANCE-MUSIQUE

CHAÎNE II : A 2

10 h. Formation continue : Cousins, com-
sines ; à 10 h. 30, A propos... l'artisan, le plaisir
de l'artisan ; à 11 h. Réflexion faite ; 12 h. Bon
d'homme ; 12 h. 5. Bine Jans ; 13 h. 25.
Grand album ; 14 h. 30, Dessin animé ; 14 h. 35.
Série américaine : Drôles de dames ; 15 h. 30.
Les jolies et variées : Les princesses ; 16 h. 20.
Mappes ; 17 h. 25. Monsieur cinéma ;
18 h. 15, Petit théâtre du dimanche ; 19 h. 5.
Stage 2 ;

20 h. 30, Variétés : Musique and music (spé-
cial) Spivie Varait ; 21 h. 40, Documentaire :
Le monde des animaux ; 22 h. 15, B. Derane
et R. Deschambers, réal. A. Forrai.

Lire nos « Récorder-Votre »

CHAÎNE III : FR 3

10 h. Émission destinée aux travailleurs
immigrés. Spécial : 10 h. 10 à 10 h. 30.
Musique ; 16 h. 35. Enquête ; Les maîtres
d'œuvre (Laissons former les forgerons, reprise
de l'émission du 17 février) ; 17 h. 30. Espace
cultural : Courtes brèves bourgeois (Rach)
par J.-M. Damian ; 18 h. 25, Chaval, mon ami,
par J. 30, Plain air ; 19 h. 20, Spécial DOM-TOM.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Spéciales élections législatives : M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice, face à M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste ; 21 h. 35, Familialisme américain : Radines ; 22 h. 25, Bande à part (l'armée du salut).

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : Alcime, jeune agriculteur, de J. Edern (prod. FR 3 Nantes) ; 20 h. 15, Les Jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : LA BATAILLE DES ARDENNES, de K. Annakin (1965), de W. Peters (rediffusion).

En décembre 1944, une offensive surprise des Allemands est déclenchée contre les troupes américaines, dans les lignes desquelles s'est initié un groupe de sabotage.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie. Aiguil (à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 19 h. 55, Les chemins de la connaissance... Célébration de la voix ; à 22 h. 32, La malice de l'écrit ; 9 h. 55, Soirée au hasard : 19 h. 15, L'onda, D. Andrews, R. Ryan, R. Shaw, et la marge ; 11 h. 2, Etyemomisme-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 12 h. 50, Sèvre à la musique ; 14 h. 5, Un livre, L'Écriture, de J. Le Goff, 1964, de M. Genaroli ; 14 h. 45, L'événement du livre : le réalisateur Jean Painlevé ; 17 h. 32, Musiciens français : O. Greff ; 19 h. 30, Quelques nouvelles de Tchekhov : e Fatale ; 19 h. 45, 19 h. 55, 20 h. 15, 20 h. 45, Carte blanche « L'ABRÉVIÉ » de Guy Pollety, avec J. Seiler, G. Boucaron, A. Thomas ; 21 h. 15, Autre scène ou les vivants et les déus ; 22 h. 30, Poèmes magiques... ; 22 h. 35, Biographie : M. Your-

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique; 9 h. 2. Le matin des musiciens; 4. Avant l'école de Vieux, à l'autour de la Symphonie n° 7 de Mahler; à 15 h. 30. Musique en vie; 12 h. Chansons; 12 h. 40. Jams classique;

12 h. 15. Stéro service; 14 h. Divertimento; 15 h. P. Duques, R. Gallio-Montbrun, Gershwit; 14 h. 30. Triptyque; prélude; 15 h. 30. Focals d'un musicien

MEMOIRE P

(Suite de la page 11.)

» De la même manière, nous procéderons à l'inventaire de tout ce que la région possède en archives. Notre vocation sera donc de prendre en charge l'ensemble de ces fonds d'archives, avec pour mission d'en assurer le regroupement (ils sont souvent dispersés et ingouvernables), la conservation et la sauvegarde; de créer un instrument de recherche documentaire de type semi-informatisé, comme est celui de l'INA à Paris. Enfin, notre fonction sera d'assurer l'ouverture à la consultation et à la communication publique, sous forme de visionnage individuel, numérique, de groupe et

bibliothèque, c'est-à-dire de programmes de la région ou création de circuits extérieurs, de programmes, etc. »

L'accès à la bibliothèque sera plus qu'intermédiaire d'activités, M.J.C. la demande. Les sous forme de (150 F à 170 F) (section de films). Outre les thèmes vous sous l'angle régionale, la v pour l'objectif culture populaire ainsi, que le

MÉMOIRE PROVENCALE

[illegible]

de via collective

L'ensemble de ces plans...

D. 115
 D. 116
 D. 117
 D. 118
 D. 119
 D. 120
 D. 121
 D. 122
 D. 123
 D. 124
 D. 125
 D. 126
 D. 127
 D. 128
 D. 129
 D. 130
 D. 131
 D. 132
 D. 133
 D. 134
 D. 135
 D. 136
 D. 137
 D. 138
 D. 139
 D. 140
 D. 141
 D. 142
 D. 143
 D. 144
 D. 145
 D. 146
 D. 147
 D. 148
 D. 149
 D. 150
 D. 151
 D. 152
 D. 153
 D. 154
 D. 155
 D. 156
 D. 157
 D. 158
 D. 159
 D. 160
 D. 161
 D. 162
 D. 163
 D. 164
 D. 165
 D. 166
 D. 167
 D. 168
 D. 169
 D. 170
 D. 171
 D. 172
 D. 173
 D. 174
 D. 175
 D. 176
 D. 177
 D. 178
 D. 179
 D. 180
 D. 181
 D. 182
 D. 183
 D. 184
 D. 185
 D. 186
 D. 187
 D. 188
 D. 189
 D. 190
 D. 191
 D. 192
 D. 193
 D. 194
 D. 195
 D. 196
 D. 197
 D. 198
 D. 199
 D. 200
 D. 201
 D. 202
 D. 203
 D. 204
 D. 205
 D. 206
 D. 207
 D. 208
 D. 209
 D. 210
 D. 211
 D. 212
 D. 213
 D. 214
 D. 215
 D. 216
 D. 217
 D. 218
 D. 219
 D. 220
 D. 221
 D. 222
 D. 223
 D. 224
 D. 225
 D. 226
 D. 227
 D. 228
 D. 229
 D. 230
 D. 231
 D. 232
 D. 233
 D. 234
 D. 235
 D. 236
 D. 237
 D. 238
 D. 239
 D. 240
 D. 241
 D. 242
 D. 243
 D. 244
 D. 245
 D. 246
 D. 247
 D. 248
 D. 249
 D. 250
 D. 251
 D. 252
 D. 253
 D. 254
 D. 255
 D. 256
 D. 257
 D. 258
 D. 259
 D. 260
 D. 261
 D. 262
 D. 263
 D. 264
 D. 265
 D. 266
 D. 267
 D. 268
 D. 269
 D. 270
 D. 271
 D. 272
 D. 273
 D. 274
 D. 275
 D. 276
 D. 277
 D. 278
 D. 279
 D. 280
 D. 281
 D. 282
 D. 283
 D. 284
 D. 285
 D. 286
 D. 287
 D. 288
 D. 289
 D. 290
 D. 291
 D. 292
 D. 293
 D. 294
 D. 295
 D. 296
 D. 297
 D. 298
 D. 299
 D. 300
 D. 301
 D. 302
 D. 303
 D. 304
 D. 305
 D. 306
 D. 307
 D. 308
 D. 309
 D. 310
 D. 311
 D. 312
 D. 313
 D. 314
 D. 315
 D. 316
 D. 317
 D. 318
 D. 319
 D. 320
 D. 321
 D. 322
 D. 323
 D. 324
 D. 325
 D. 326
 D. 327
 D. 328
 D. 329
 D. 330
 D. 331
 D. 332
 D. 333
 D. 334
 D. 335
 D. 336
 D. 337
 D. 338
 D. 339
 D. 340
 D. 341
 D. 342
 D. 343
 D. 344
 D. 345
 D. 346
 D. 347
 D. 348
 D. 349
 D. 350
 D. 351
 D. 352
 D. 353
 D. 354
 D. 355
 D. 356
 D. 357
 D. 358
 D. 359
 D. 360
 D. 361
 D. 362
 D. 363
 D. 364
 D. 365
 D. 366
 D. 367
 D. 368
 D. 369
 D. 370
 D. 371
 D. 372
 D. 373
 D. 374
 D. 375
 D. 376
 D. 377
 D. 378
 D. 379
 D. 380
 D. 381
 D. 382
 D. 383
 D. 384
 D. 385
 D. 386
 D. 387
 D. 388
 D. 389
 D. 390
 D. 391
 D. 392
 D. 393
 D. 394
 D. 395
 D. 396
 D. 397
 D. 398
 D. 399
 D. 400
 D. 401
 D. 402
 D. 403
 D. 404
 D. 405
 D. 406
 D. 407
 D. 408
 D. 409
 D. 410
 D. 411
 D. 412
 D. 413
 D. 414
 D. 415
 D. 416
 D. 417
 D. 418
 D. 419
 D. 420
 D. 421
 D. 422
 D. 423
 D. 424
 D. 425
 D. 426
 D. 427
 D. 428
 D. 429
 D. 430
 D. 431
 D. 432
 D. 433
 D. 434
 D. 435
 D. 436
 D. 437
 D. 438
 D. 439
 D. 440
 D. 441
 D. 442
 D. 443
 D. 444
 D. 445
 D. 446
 D. 447
 D. 448
 D. 449
 D. 450
 D. 451
 D. 452
 D. 453
 D. 454
 D. 455
 D. 456
 D. 457
 D. 458
 D. 459
 D. 460
 D. 461
 D. 462
 D. 463
 D. 464
 D. 465
 D. 466
 D. 467
 D. 468
 D. 469
 D. 470
 D. 471
 D. 472
 D. 473
 D. 474
 D. 475
 D. 476
 D. 477
 D. 478
 D. 479
 D. 480
 D. 481
 D. 482
 D. 483
 D. 484
 D. 485
 D. 486
 D. 487
 D. 488
 D. 489
 D. 490
 D. 491
 D. 492
 D. 493
 D. 494
 D. 495
 D. 496
 D. 497
 D. 498
 D. 499
 D. 500
 D. 501
 D. 502
 D. 503
 D. 504
 D. 505
 D. 506
 D. 507
 D. 508
 D. 509
 D. 510
 D. 511
 D. 512
 D. 513
 D. 514
 D. 515
 D. 516
 D. 517
 D. 518
 D. 519
 D. 520
 D. 521
 D. 522
 D. 523
 D.

[illegible]

d'aller travailler dans les champs
 de la commune. Les enfants de
 la sixième sont totalement
 chargés pendant les journées
 d'absence de la mère ou du
 père. Les plus grands
 sont ceux du village d'

... dans le soir et dormir : eux
... par le spectacle de
... qui se déchirait ont
... de prendre une certaine
... la ... le tam-
... préservée, cha- ... mère a
... garde la responsabilité
... enfants, amercie tous les

vers l'âge adulte

la possibilité de
de ses problèmes
conseiller conjugal, de
des cours d'enseignement
de cuisine - couture.
sur la vie de cette
retrouve la marche
qui n'a pas sans
pour

des hommes qui, généralement, n'ont pas le temps de faire le travail qu'ils ont en vue. Ils ne peuvent pas attendre, car ils ont des affaires à régler, des personnes à voir, des choses à faire. Ils ne peuvent pas attendre, car ils ont des affaires à régler, des personnes à voir, des choses à faire.

celles qui ont été de
seules dans le vie, un entre
reste à surmonter : la
Le encore, il faut se la
en gagne 1 500 ou
F par mois.

le Bnche
marche

...le quatrième d'accueil, la re-
des autres, une liberté
: « La Briche, d'air
», lance Orlana, portugaise,
à l'air, long chandail sur

(5) *Le français en contact* avec la langue arabe, les langues négro-africaines, la science et la technique, les cultures régionales. *Actes des Journées de Sarsenne*, mai 1977, 160 p., Conseil international de la langue française, 105 ter, rue de Lille, 75007 Paris, 100 F.

LES SURPRISES DU TOTEM

Calendrier du rock.

de velléités, ou étranger plutôt, dis-
qu'une phrase se dessine, l'habitude
qui viendrait d'elle.

La seconde partie est tout autre,
avec plusieurs piques, dont Lubat
penché le emmène. Des cellules, pré-
cognues, sont exprimées par des
groupes, selon l'ordre fin des enche-
nement, ou sans que soit préservée
la liberté des immanents que des
cellules stimulent, en se déployant
façon linéaire et décalée, comme dans
Sommation, ou en tournant autour du
discours du soliste, comme c'est le
cas en *Covariance*.

Rock

Bon baiser de Bob Welch

opter pour une ligne de conduite ferme et prédictible. Mais Mac, Bob Welch passe ainsi du statut d'ambassadeur à celui de professionnel. Son jeu de guitare, sa création, s'étendent, gagnent de la personnalité. Mais les circonstances, le goût du renouveau, le besoin de nouveauté, le fait que la veille de sa gloire pour former un trio de « hard-rock » à Paris. Dans cet univers complètement étranger, l'échec commercial l'attend.

De ces diverses entreprises, Bob Welch ne tire aucune grâce à l'exception de la deuxième, grâce à ses facultés d'adaptation. Il se consacre aujourd'hui à un disque sans propre nom, dont il exécute pratiquement chaque partie instrumentale. La musique est mélodiquement riche et loulouée, dans la tradition des meilleures réalisations de la pop américaine. Ces mélodies ont un parfum

Puis ce fut l'entrée, comme guitariste-compositeur, au sein de Fleetwood Mac. Le groupe, qui a connu ses heures de gloire, est à l'époque en pleine mutation. Quelques anciens laissent la place à des nouveaux. Bob Welch acquiert, du coup, une responsabilité nouvelle. Il ne s'agit plus d'interpréter dans l'ombre les morceaux des autres ou de s'essayer à des aventures sans conséquence mais bien de composer pour un groupe qui jouit de l'attention du grand public. Il lui faut faire preuve de rigueur dans son inspiration.

SPORTS

AUTOMOBILISME

**La prochaine Ligier de formule 1 :
formes nouvelles, nouveau moteur.**

De notre envoyé spécial

Vichy. — Un squelette de châssis posé à même le sol, quelques radiateurs déjà positionnés, un tabouret à la place du siège-baquet du pilote, telle se présente, pour l'heure, à Vichy, la nouvelle Ligier de formule 1. La maquette de la voiture, réduite au cinquième, est en sculpture à Paris et, si le secret est entouré de précautions, elle sera bientôt dans l'air. Les ligériers ont une ligne tellement originale qu'on pourra parler de « lamelle vu ». En formule 1, où chaque copie sauplève le voisin ou à tout le moins s'en inspire, l'indépendance n'est pas récompensée.

« J'en veux pour preuve, dit-il, qu'à Rio-de-Janeira notre pilote, Jacques Leflité, a été contraint de prendre le départ avec des pneus ayant déjà servi à une autre écurie. »

« Faut que Goodyear ait fait l'effort nécessaire pour nous donner des pneus, précises Ligier, Leflité a dit qu'il se contentera des pneus d'essai de la Cooper de Fitzpatrick. J'ai bien reçu des assurances pour l'avenir, mais il faudra attendre l'Afrique du Sud pour vérifier le bien-fondé de ces

Même si le venue de Michèle en formule 1 se déroule capote, étant provoqué de l'agitation chez Goodyear, au point de remettre en cause, au Brésil, certaines accords conclus antérieurement, il ne fait aucun doute que la Ligier, si elle était en permanence mal ou soignée, équipée en pneumatiques, n'aurait plus aucun rôle à jouer dans les grands prix du championnat du monde eu égard à l'importance primordiale des pneus dans le résultat d'une course.

C'est un Guy Ligier peu optimiste qui se penche sur ces problèmes. Il y ajoute la nécessité de trouver, dans de multiples activités extérieures, une condition pour assurer l'écoulement de la main d'Abrest, dans la périphérie de Vichy, et de maintenir l'emploi dans la mesure du possible. La décision a été prise de construire des usines de tracteurs agricoles (la chaîne fonctionnera au début de mars, à raison de 20 unités par jour) et le projet de produire des échelles utilitaires... tous chemins... à mécanique Fiat) est très avancé.

FOOTBALL

LES DIFFICULTÉS DU RED STAR

Les pneumatiques

Le début de la saison (Grand Prix d'Argentine, Grand Prix du Brésil), n'a pas apporté beaucoup de satisfactions à l'équipe Ligier. Au contraire, elle a été confrontée à de nombreuses difficultés qui ont empêché pour l'essentiel aux moteurs et aux pneus. Une demi-douzaine de moteurs Maitra ont été cassés, selon l'avis Ligier, à Buenos-Aires et à Rio de Janeiro, et il a même été question un moment de sabotage à ce propos.

Au Brésil, on s'en est enfin retrouvé les boulets dans la pompe à huile, ce qui a été très difficile d'expliquer, mais, en somme, la présence de plus de 100 grammes de sauterelle dans le réservoir de carburant, et de bouillonnage dans un tel endroit, a créé une situation en ce qui concerne les pneumatiques est tout autant préoccupante. Goodyear, le fournisseur qui s'était engagé précédemment à livrer Ligier sur un pied d'égalité avec les autres constructeurs de la catégorie (Lotus, Méc Laren, Tyrrell, Williams, Brabham), a semé l'effroi, en déclarant, au mois de mai, qu'il n'était pas en mesure de fournir les pneus pour le Grand Prix du Brésil.

La sixième chambre civile du tribunal de grande instance de Paris (président, M. de la Courbe) a rendu, le 12 février 1978, son arrêt sur le pourvoi en cassation (Selle-Saint-Denis) de la société Red Star Football Club de Saint-Ouen pour annulation de la décision de liquidation prise par le tribunal de commerce de Paris le 26 octobre 1977. Les conclusions professionnelles et amicales des experts ont été prises en compte par la cour qui a décidé que le club cessait d'exister immédiatement ses activités.

Le défendeur, le Red Star Football Club, a demandé à la cour de condamner le Red Star à verser 5 millions de francs. Son budget prévisionnel jusqu'au 31 juin 1978 prévoit 3 400 000 F de dépenses. M. Gontier, président du club, pense pouvoir enregistrer un minimum 1 400 000 F de recettes. La cour a donc décidé de charger de la liquidation des cautions pour couvrir le déficit supplémentaire. A ce jour, la Red Star a recouvré deux offres de cautions pour un montant total de 500 000 F. M. Gontier espère donc pouvoir lever les 400 000 F lui manquant.

Le tribunal des Indes de la Cour de Commerce de Saint-Ouen.

G.A.

CARNET

Fiançailles

Marlène VAN BENTHEM
et
Edward BOSGIER
sont heureux d'annoncer à leurs
amis leurs fiançailles le 11 mars.

Décès
— On nous prie de rappeler que l'inhumation de
François BOCCARA,
maître-assistant associé
au département de mathématiques
de la faculté de Rabat,
décédé accidentellement le 12 janvier 1978 au Maroc.
se fera le mercredi 15 février, à

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mmes Guy Hattu, son épouse,
Mlle Dominique Amoudruz-Hattu,
M. et Mme Olivier Amoudruz-
Hattu,
Mlle Chantal Hattu,
M. Jean-Pascal Hattu,
ses enfants,
Les familles Hattu, Marchand,
Maeght, Glendard et Bernasco.

ont le douleur de faire part de la mort de

M. GUY HATTU,
survenue le jeudi 9 février 1978.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 février, à 8 h. 30, en l'église Saint-Séverin à Paris (5^e) (parking Notre-Dame).

L'inhumation aura lieu vers 11 h., au cimetière de Bures-Macraignes (Yvelines).

Ni fleurs ni couronnes.
4, rue Pasquier, Paris (8^e).

— Mme Philippe Ziskind, son épouse.
Mme Paulette Ziskind, sa mère.
Florence et Daniel, ses enfants.
M. et Mme Pierre-Bloch et leurs enfants.
M. et Mme Bernard Gorny et leurs enfants.
Et les familles Ziskind et Pierre-Bloch.
ont la douleur de faire part du décès accidentel de
Philippe ZISKIND
le 8 février 1978.

L'inhumation se déroulera au cimetière de Bagneux dans la plus stricte intimité.
 Cette annonce tient lieu de faire-part.
 51, rue Ferronet, 92 Neuilly.
 38, rue Pierret, 92 Neuilly.

Avis de messe

— Messe pour
Stéphan GARDET
à Saint-Nicolas-Hors-les-Murs, le
mercredi 15 février, à 19 heures,
15, rue des Bernardins, Paris (5^e).

Visites et conférences

LUNDI 13 FEVRIER
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 15 h. 18 bis, rue Saint-Louis-en-l'Île. Mme Chapuis : « Trésors méconnus de l'église Saint-Louis-en-l'Île ».
15 h. 1, avenue Victoria. Mme Fennec : « Les salons de l'Hôtel de Ville ».

Hervé Bourde et Mal Waldron

Hervé Bourde, saxophoniste, Bernard Wilenski, guitariste, et Martin Ceston, batteur, ont une conscience aiguë sur la scène du bar Troïem. Bourde, qui jouait ses propres compositions, appartient à une génération montante qui, au contact des anciens, a retenu la valeur du métier et du travail. Depuis huit ans, il a travaillé à diverses collaborations avec Bob Phillips et Ted Curson, entre autres, il s'est appliqué toujours progresser : il est parvenu aujourd'hui à cette justesse, cette assurance encourageante chez un aussi jeune mu-

World, de Shirley Clarke. Bien qu'ayant côtoyé professionnellement les plus grands des deux dernières décennies, Waldron est un musicien aux origines stylistiques déterminées, qui n'a encore enregistré, apparemment, aucun concert. Etabli en Europe, il a désormais l'occasion de travailler avec des musiciens de tous bords, et montre, grâce à son don d'adaptation aux diverses nations, une grande adresse à créer puis à détruire plusieurs ambiances.

Bien qu'un blues solide encadre sa musique, il manifeste une étrange clarté pour

un certain eclectisme, très en vogue dans la musique improvisée, principalement européenne. Parfois calme, parfois hurlé, laquait la dissonance, le jeu du pianiste est très attachant. Sa solitude, sa simplicité, lui valent d'ailleurs à travers le monde un public d'une fidélité exemplaire.

PAUL-ETIENNE RAZOU.

★ Discographie : « solo » Futura GEE 20; Disk and Tuo, Futura 2304; One, Musicale.

réalisateur, les mercredi 15, vendredi 17 et le mardi 21 février, au cinéma L'A Claf.

■ Trois débats organisés à la suite de la projection du film de Sidney Sokhona, « Safrana ou le droit à la vie », auront lieu en présence du

SAMEDI 11 février
20 h. 30, 4 litres 12 in concerto
22 h., « Le Psychopompe », de
Guénolé Azerthiope.

LA PÉNICHE

quai de Valmy
(en face de la rue Perrage)
Métro: Ourcq ou Laumière
Réservation - 205-40 39

VOTRE TABLE CE SOIR

● Amplification musicale - ■ Orchestre - P.M.B. : prix moyen / la semaine - I : à l'heure - II : à la semaine - III : à la saison

DINERS

OSAKA 13, rue Saint-Henri, 1 ^{er} T.I.J.	260-66-01	Annuairement 6, rue du Balder, 9 ^e , jusqu'à 23 h. 30. Cuisine japonaise. Tempura - Sukiyaki - Sushis - Sashimi. Dans un cadre typique.
ASSIETTE AU BEUF - POCARDI 6, bd des Italiens, 7 ^e T.I.J.		Propose une formule Beuf pour 26 F a.n.c. (29,90 F a.e.), le soir jusqu'à 1 h du matin. Desserts faits maison.
ASSIETTE AU BOEUF Place Agnès St-Germain-des-Pris, 6 ^e T.I.J.		Propose une formule Beuf pour 26 F a.n.c. (29,90 F a.e.), jusqu'à 1 h. 30 du matin avec ambrosies musicales.
DISTRO DE LA GARE 50, bd du Montparnasse, 5 ^e T.I.J.		3 hurs-d'œuvre, 3 plats 28,50 F a.n.c. (30,50 F a.e.). Décor classé monument historique. Desserts faits maison.
LAFERROU 526-68-04 51, quai Grands-Augustins, 5 ^e T.I.J.		On sert jusqu'à 23 h. Grande carte. Menu 90 F a.n.c. Ses salons de deux à quarante couverts.
ASSIETTE «U BEUF 123, Champs-Élysées, 8 ^e T.I.J.		Propose une formule Beuf pour 26 F a.n.c. (29,90 F a.e.), le soir jusqu'à 1 h. du matin. Desserts faits maison.
LE SARDIN 523-52-33 2, rue de Valenciennes, 7 ^e F.d/m.		J, 22 h. Cuisine périgourdine. Menu 75 F - 1/2 vid de pays + caté + alcool de prune avec foie gras, cassoulet ou confit. SA CARTE.
L'OURSIAN F/d/m. lundi midi 9, bd Voltaire, 11 ^e T.I.J.		Jusqu'à 23 heures. Bar d'huîtres. Spéc. de POISSONS, «MELT» de Fruits de mer. Jusqu'à 23 heures 30. La Fonde de Pôissons.
BRASSERIE CROMWELL 727-67-75 131, av. Victor-Hugo, 16 ^e T.I.J.		Jusqu'à 23 h. 30. BARC D'HUÎTRES. Pâtisseries. Spéc. allasien; Choucroute farcies rôtis 23. Fois gras frais et haché.
BRASSERIE DU TABAC FIGALLE 606-72-03, place Figalle, 16 ^e T.I.J.		Ouvert jour et nuit. Bar d'huîtres L.J. renouvelé. Son plat du jour, ses spécialités: Choucroute 23, Gratins 10. Ses grillades fumées. Buffets froids. Spécialité: Bière LOWENBRAU MONIÈRE.

هكذا من الاعمال

Jules Romains à la Bibliothèque nationale

DE CHAMBRE
Mise en scène Jacques LASSALLE
14 février - 18 mars
17, rue Mahe-Bron, Paris 20^e, métro Gambetta
Tél. : 636.79.09.

CACCOYANNIS

Sucré, sacré

ENE PAPAS
et
ZAKOS • COSTA CARLAS
et
NINA PAMUKCIOU
présentent MICHAEL CACOPANNIS DRUMS LA TRAGÉDIE D'ELMI
CENTRE • POSSIBLE POUR LES ARTISTES ASSOCIÉS

PARAMOUNT-MARIVAU

ans
solite
en comédie italienne

ner dans
mesco.[®]
EL. GRISOLIA • N-OBSERVATEUR

ut le dire
s se fâcher

de poche."
venerdì 16 h 30



tone

ÉTRANGER

Une déclaration de M. Ushiba provoque un incident entre la C.E.E. et Tokyo

Les relations entre la C.E.E. et le Japon se sont brusquement tendues à la suite de déclarations faites le 9 février à Tokyo par M. Nishimura Ushiba, ministre japonais chargé des relations économiques internationales. La Commission de la C.E.E. a fort mal pris les propos de M. Ushiba selon lesquels on ne pouvait faire confiance aux « négociations actuelles » et, d'autre part, au Japon, le Japon a été surpris par le point de vue de la direction des opérations pour assurer le succès des négociations commerciales multilatérales actuellement en cours à Genève.

Sir Roy Denman, directeur général des relations extérieures à la Commission européenne, a couronné, vendredi 9 février, le chargé d'affaires japonais à Bruxelles pour lui faire part de sa « surprise » et de ses « préoccupations » au sujet des

déclarations de M. Ushiba. Il est très rare que la Commission européenne convoque l'ambassadeur ou le chargé d'affaires d'un pays pour lui faire officiellement des « remontrances ». On précise à Bruxelles que les propos de M. Ushiba tenus devant le Harvard Club de Tokyo ne faciliteront pas les délicates négociations en cours entre le Japon et la C.E.E. afin de parvenir à la réduction de l'énorme déficit commercial enregistré par le Japon (6 milliards de dollars) et la réduction de l'énorme déficit commercial enregistré par la C.E.E. (6 milliards de dollars).

On fait aussi remarquer dans les milieux européens que les déclarations de M. Ushiba renforcent la position de pays comme la France et la Grande-Bretagne, qui réclament des mesures énergiques envers le Japon et ne disposent d'une manière générale l'ensemble des pays membres du Marché commun. — (A.F.P.)

ÉTATS-UNIS

■ **Indices des prix de gros** aux États-Unis : la hausse de 0,9 % en janvier par rapport à décembre. C'est la plus forte hausse depuis novembre. La hausse a été de 0,6 % pour les produits finis, 0,9 % pour les produits intermédiaires et 2 % pour les produits de base. — (A.F.P.)

■ **Plus de dix-sept mille ouvriers américains de l'automobile** vont perdre temporairement leur emploi en raison de la fermeture des usines de Ford Motor, Chrysler, et d'autres constructeurs cherchant à réduire des stocks en sensibilité augmentation. Les voitures américaines se vendent mal depuis la mi-novembre, et American Motors a décidé de fermer ses deux usines d'assemblage de voitures dans le Wisconsin et l'Ontario la semaine prochaine, obligeant un chômage temporaire de dix mille deux cents ouvriers. Chrysler, de son côté, va arrêter pendant deux semaines la production de son usine d'assemblage à Hamtramck (Michigan), mettant à pied huit mille cinq cents personnes. Chrysler, troisième constructeur automobile américain, a en outre l'intention de réduire de façon permanente la production de cette usine, ce qui le poussera à licencier définitivement deux mille six cents ouvriers. Ford Motor, enfin, va fermer la semaine prochaine son usine de Louisville, qui emploie deux mille deux cents personnes. — (A.F.P.)

JAPON

■ **Les chantiers navals japonais** Shikoku et Yamaguchi, de Kōbe, ont déposé leur bilan, laissant un passif estimé à 24 milliards de yens (100 millions de dollars). C'est la quatrième faillite de l'année frappant ce secteur, victime de la surabondance mondiale de l'offre et de la forte hausse du yen qui a amené l'annulation de plusieurs commandes.

■ **L'Association des chantiers navals japonais** a demandé au gouvernement de prendre d'urgence des mesures, en accordant notamment une aide financière au projet de rajeunissement de la flotte proposé par l'industrie, et dont le coût global s'élève à 200 milliards de yens (833 millions de dollars). D'autre part, les principaux chantiers navals proposent une réduction de la capacité de production du secteur de 60 à 70 %. — (A.F.P.)

MAROC

■ **M. Abdelatif Ghannouchi**, ministre des finances du Maroc, et Robert Bouillat, ont signé à Paris, le 9 février, un nouveau protocole d'entente financière. Ce dernier prévoit que les prêts du Trésor français et des crédits privés garantis sont mis à la disposition du Maroc pour financer l'achat en France de biens d'équipement destinés au plan de développement marocain.

LOGEMENT

Devant l'inquiétude des dirigeants des H.L.M.

Les prix plafonds de la construction sociale vont être relevés de 5 %

L'assemblée générale de la Fédération nationale des Offices publics d'H.L.M., qui s'est tenue à

LE MAIRE DE PARIS FAIT LE POINT SUR LA CONSTRUCTION DES LOGEMENTS SOCIAUX

Au cours d'une conférence de presse tenue à l'Hôtel de Ville, le vendredi 10 février, M. Jacques Chirac, maire de Paris, a fait le point sur le programme de construction de logements sociaux qu'il entend conduire dans la capitale. Le sujet sera débattu lundi prochain devant le Conseil de Paris. Dans ce document, M. Chirac précise le programme de financement de la construction, dont 6 000 millions de francs ont été affectés pour 1978 au logement social, au lieu de 120 millions en 1977.

M. Chirac a indiqué que la politique de la Ville de Paris en matière d'urbanisme et de logement devait s'orienter dans quatre directions : utilisation du droit de préemption par la Ville ; construction de logements sociaux « de qualité » ; amélioration du contrôle des sociétés d'économie mixte qui relèvent de la Ville ; recherche de périmètres dans Paris permettant de lancer des opérations mixtes importantes de rénovation-réhabilitation.

D'autre part, M. Chirac a indiqué que les autres points qui figureront à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil de Paris : aménagement du secteur Saint-Lazare, modernisation du rétroéclairage, organisation des Quartiers Fluviaux, amélioration des centres aérés, organisation d'un festival de poésie.

Paris le 10 février, a adopté une motion qui reflète l'inquiétude des dirigeants des H.L.M. devant l'aggravation de la situation dans le secteur social locatif, dont les mises en chantier auraient baissé en 1977 d'environ 18 %.

De plus les engagements pris il y a six semaines par le président de la République (le Monde du 29 décembre) ne se sont pas concrétisés : aucun arrêté n'est venu rendre possible la mise en route du programme de réhabilitation de cinquante mille logements H.L.M. dont les dossiers doivent être prêts avant le 31 mars ; les mesures de compensation pour le manque à gagner dû au blocage des loyers, qui ont été décidées, n'ont pas été prises ; les représentants des locataires n'ont toujours pas été réintégrés dans les conseils d'administration des Offices, bien que la loi le décidait date maintes fois de deux ans ; les prix plafonds imposés aux maîtres d'ouvrages des H.L.M. n'ont pas été relevés.

M. Jean-Richard Bloch-Lainé, directeur de la construction au ministère de l'équipement, est venu apporter quelques apaisements à ces protestations : dans les murs qui viennent, les prix plafonds des H.L.M. vont être relevés de 5 % ; pour aider les organismes des H.L.M. en difficulté une avance de trésorerie de trois ans leur sera faite, assortie d'un an de différé d'amortissement ; et de renouveau d'intérêt ; le personnel des Offices va bénéficier de mesures de « mise à niveau » ; un corps d'attachés va être créé ; enfin le texte réglementaire réintroduisant les locataires dans les conseils des Offices va paraître.

■ **Chrysler France** fait savoir dans un communiqué qu'il n'apportera pas à sa nouvelle gamme Chrysler-Simca l'augmentation des tarifs décidée par les constructeurs français avec les pouvoirs publics. Les prix restent donc inchangés sur cette série de voitures, soit : Horizon LS, 24 400 F ; Horizon GL, 26 500 F ; Horizon GLS, 27 500 F.

PÊCHE

UNE ZONE DE 200 MILES EST INSTITUÉE AUTOUR DES TERRITOIRES FRANÇAIS DU PACIFIQUE ET DE L'Océan Indien.

Le gouvernement vient de déclarer d'instituer autour des territoires d'outre-mer du Pacifique et autour du département de la Réunion une zone économique exclusive de 200 milles marins en vertu de la loi du 18 juillet 1976. Cette zone est déjà en vigueur au large des côtes de la métropole et elle est considérée comme faisant partie du patrimoine de la C.E.E. Plusieurs décrets publiés au Journal officiel du 11 juillet instituent une zone économique exclusive de 200 milles marins au large des côtes du territoire de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances, au large de celles du territoire de la Polynésie française, au large des côtes des terres australes françaises ainsi qu'au large des îles Wallis et Futuna, autour de Tromelin, Glorieuses, Juan-de-Nova, Europa et Bassas-da-India et au large de Clipperton. Deux autres décrets instituent la même zone pour ce qui concerne le département de la Réunion et collectivité territoriale de Mayotte.

En vertu de ces décrets, la pêche dans ces zones sera réglementée et les chalutiers étrangers ne pourront y venir que s'ils ont obtenu des autorisations délivrées conformément aux accords internationaux et au droit français.

AGRICULTURE

La lutte contre la faim

(Suite de la première page.)

Les marchés des principaux produits — céréales, soja, sucre, café, cacao — ont connu au cours de ces dernières années des désordres impressionnants dus essentiellement à la fluctuation de l'offre et à la demande. L'équilibre paraît devoir être retrouvé pour presque toutes ces denrées, et les réserves sont reconstituées.

Toutefois, cet équilibre alimentaire reste précaire : en raison des pénuries apparues ces derniers mois au Sahel et dans le Sud-Est asiatique ; à cause aussi des achats de céréales et de sucre, de plus en plus importants, de l'I.R.S.S. et de la Chine. Il est donc apparu nécessaire aux pays riches — qu'ils soient importateurs ou exportateurs — de mettre des garde-fous pour éviter de nouvelles flambées des cours, dont les répercussions sur le niveau des prix et les balances commerciales pourraient être catastrophiques dans les années à venir. L'intérêt bien compris de chacun est de pouvoir écouler ou acheter des marchandises à un prix stable. L'idée d'un stock et d'une organisation des marchés s'est donc imposée.

En fait, le gouvernement se trouve bien embarrassé. Dans la logique de son combat politique, il attaque violemment l'aspect économique du programme de la gauche en agitant le spectre d'une inflation accélérée et d'un chaos généralisé. Ce faisant, il contribue à inquiéter davantage les milieux financiers étrangers, sans compter les milieux français, et court le risque de se voir reprocher une nouvelle baisse du franc.

C'est bien le sens du propos tenu mercredi après-midi par M. Mitterrand qui accuse le gouvernement de « vouloir faire du franc à l'échec de sa politique industrielle et économique ». Tout en relevant que notre monnaie ne vaut plus 16 francs par dollar, le président a tenu à préciser que le franc n'est pas une monnaie dévaluée, mais qu'il est une monnaie dévaluée.

Reste enfin à s'accorder avec les pays en voie de développement. Sur ce plan encore l'intérêt et le réalisme des pays de l'O.C.D.E. font en sorte que les bons sentiments. Les ministres ne se sont en effet, accordés pour reconnaître qu'une responsabilité considérable incombe collectivement (aux pays riches) face aux problèmes d'alimentation — et que les pays du tiers-monde sont les principales victimes des fluctuations de marchés ». Cela dit, certains pays en développement apparaissent d'ores et déjà comme des concurrents : « S'il est souhaitable d'aider ces pays à développer leurs productions agricoles, en revanche, certains doivent être considérés de la même manière que les pays développés du fait de la qualité de la régularité de certaines de leurs productions », a noté le ministre français, M. Méhaignerie.

Au-delà des discours moralisateurs sur la faim dans le monde, un consensus paraît s'être dégagé entre les ministres des richesses pour que les clés du garde-manger de la planète ne changent pas de main.

ALAIN GIRAUD.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Vifs remous sur le franc

Encore une semaine très agitée pour le franc, qui, après avoir perdu près de 4 % la semaine précédente, a commencé par fléchir à nouveau, pour se redresser sensiblement et, finalement, céder un peu de terrain à la veille du week-end, le tout dans une atmosphère de grande nervosité et de craintes de déstabilisation monétaire. Lundi, le franc poursuivait sa baisse, le dollar passant de 4,92 F à 4,94 F, le deutschemark et le franc suisse battant tous leurs records à 2,35 F et à plus de 2,50 F, et cela malgré l'intervention de la Banque de France. Celle-ci élevait d'un demi point le taux de l'emprunt du marché monétaire (pour renchérir le coût des achats de devises à terme) et vendait des dollars (très modérément) : visiblement, les autorités monétaires « attendent » le niveau à partir duquel un point d'équilibre serait atteint, pour donner lieu, le cas échéant, à un retournement de tendance. Ce retournement fut perceptible mardi, en fin de matinée, lorsqu'un timide reflux de la spéculation s'amorça, les ventes de francs commençant à se raréfier et à faire place à quelques rachats.

Le reflux se confirma lorsque fut connue à 13 heures, la déclaration de M. Giscard d'Estaing commentant devant la presse les résultats du sommet franco-allemand : « J'ai donné au premier ministre la directive de mettre en œuvre toutes les mesures techniques nécessaires pour s'opposer à la dépréciation du franc ». Le cours du DOLLAR, qui était resté à 4,94 F, se redressa le lendemain à 4,88 F, celui du deutschemark et du franc suisse à moins de 2,32 F et de 2,49 F. Jeudi matin, des sondages préliminaires moins défavorables à la majorité aidant, l'amélioration poursuivait, avec un dollar à 4,87 F, le franc, néanmoins, fait place à une rechute en début d'après-midi, le franc reprenant à baisser en conséquence de l'appréhension de la Banque de France.

Vendredi, dans un marché très calme, le dollar s'élevait en fin d'après-midi, pour se retrouver un peu au-dessous du niveau de la semaine précédente, les opérations financières et étrangères se cantonnant dans l'attente de la fin de la semaine, les échanges courants avec insistance.

L'embarras du gouvernement

Voilà donc les péripéties d'un scénario qui risque de se répéter dans les prochaines semaines, à moins qu'une nouvelle tempête vienne ébranler encore notre monnaie et contraindre les pouvoirs publics à prendre des mesures plus radicales. En fait, le gouvernement se trouve bien embarrassé. Dans la logique de son combat politique, il attaque violemment l'aspect économique du programme de la gauche en agitant le spectre d'une inflation accélérée et d'un chaos généralisé. Ce faisant, il contribue à inquiéter davantage les milieux financiers étrangers, sans compter les milieux français, et court le risque de se voir reprocher une nouvelle baisse du franc.

C'est bien le sens du propos tenu mercredi après-midi par M. Mitterrand qui accuse le gouvernement de « vouloir faire du franc à l'échec de sa politique industrielle et économique ». Tout en relevant que notre monnaie ne vaut plus 16 francs par dollar, le président a tenu à préciser que le franc n'est pas une monnaie dévaluée, mais qu'il est une monnaie dévaluée.

Reste enfin à s'accorder avec les pays en voie de développement. Sur ce plan encore l'intérêt et le réalisme des pays de l'O.C.D.E. font en sorte que les bons sentiments. Les ministres ne se sont en effet, accordés pour reconnaître qu'une responsabilité considérable incombe collectivement (aux pays riches) face aux problèmes d'alimentation — et que les pays du tiers-monde sont les principales victimes des fluctuations de marchés ». Cela dit, certains pays en développement apparaissent d'ores et déjà comme des concurrents : « S'il est souhaitable d'aider ces pays à développer leurs productions agricoles, en revanche, certains doivent être considérés de la même manière que les pays développés du fait de la qualité de la régularité de certaines de leurs productions », a noté le ministre français, M. Méhaignerie.

Au-delà des discours moralisateurs sur la faim dans le monde, un consensus paraît s'être dégagé entre les ministres des richesses pour que les clés du garde-manger de la planète ne changent pas de main.

ALAIN GIRAUD.

tion des termes de paiement, surtout de la part des importateurs, peut déplacer plusieurs milliards de dollars, et à l'heure actuelle on note une forte recrudescence des achats français d'obligations et de bons du Trésor étrangers. (Voir en page Bourse.)

Il convient, toutefois, de ne pas trop se laisser sur l'efficacité réelle de ces mesures. Elles n'ont pu empêcher ni la sortie du franc du « serpent », ni la chute du franc de la livre sterling en novembre 1976. Surtout, il n'est guère possible de contraindre efficacement les manœuvres des non-résidents sur un marché qui nous échappe, celui du franc extérieur (euro-franc), en développement très

passionnée, au gré de sa propre volonté, et à l'heure actuelle on note une forte recrudescence des achats français d'obligations et de bons du Trésor étrangers. (Voir en page Bourse.)

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	£ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Flora	Unité italienne
Londres	—	1,3500	4,9510	2,3877	4,8801	63,6227	4,3085	1672
New-York	—	1,3430	—	20,4488	51,1116	47,4449	64,8016	44,3066
Paris	—	—	—	20,3232	50,9554	47,5059	64,8016	44,3066
Zurich	—	—	—	—	—	—	—	—
Frankfurt	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—
Amsterdam	—	—	—	—	—	—	—	—
Milan	—	—	—	—	—	—	—	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent le franc de 100 francs, de 100 francs belges et de 1.000 francs.

rapide depuis que 70 % de nos contrats d'exportation sont libellés en francs : toujours les « gnomes de Zurich ». C'est, sans doute, pour ces raisons que le gouvernement, plutôt que d'agir brutalement, laisse planer une épée de Damoclès, celle de la mise en œuvre de mesures de rigueur, afin de maintenir les opérations dans l'incertitude, d'autant qu'il est interdit de gaspiller nos réserves de change : la Banque de France a déjà consacré 500 millions de dollars à la défense du franc (sur 6 milliards de dollars de réserves mobilisables). C'est une tactique comme une autre. Pourra-t-elle être appliquée plus longtemps, dans cette atmosphère

decat depuis que 70 % de nos contrats d'exportation sont libellés en francs : toujours les « gnomes de Zurich ». C'est, sans doute, pour ces raisons que le gouvernement, plutôt que d'agir brutalement, laisse planer une épée de Damoclès, celle de la mise en œuvre de mesures de rigueur, afin de maintenir les opérations dans l'incertitude, d'autant qu'il est interdit de gaspiller nos réserves de change : la Banque de France a déjà consacré 500 millions de dollars à la défense du franc (sur 6 milliards de dollars de réserves mobilisables). C'est une tactique comme une autre. Pourra-t-elle être appliquée plus longtemps, dans cette atmosphère

MARCHÉ MONÉTAIRE

Hausse « de change »

Comme on pouvait s'y attendre, la Banque de France a nubilisé l'arme des taux pour défendre le franc, soumis à de vives fluctuations dans une atmosphère tendue (voir ci-dessus). À la fin de la semaine dernière, les autorités monétaires avaient préparé le terrain en suspendant provisoirement les achats et la pression à terme sur les bons du Trésor. Ce faisant, elles renforcèrent les disponibilités et n'augmentèrent pas le taux de l'emprunt, ce qui a permis de maintenir le franc à un niveau de 4,94 F, le franc suisse à moins de 2,32 F et de 2,49 F.

Le marché à terme, tout à fait « déboussolé », a suivi le franc dans ses fluctuations, moins tendues que celles du marché à vue, mais toujours très nerveuses. Les taux ont augmenté d'un bon demi-point de 10 1/2 % à 10 3/4 % de 10 à 30 jours, et de 10 3/4 % à 10 1/2 % de 30 à 60 jours. Les taux de 60 à 90 jours ont augmenté de 10 1/2 % à 10 3/4 %, et ceux de 90 à 120 jours de 10 3/4 % à 10 1/2 %.

Effectivement, dès le lundi, le franc s'est relevé d'un demi-point à 4,88 F, puis de 4,88 F à 4,87 F, et enfin de 4,87 F à 4,86 F, le franc suisse à moins de 2,32 F et de 2,49 F.

Effectivement, dès le lundi, le franc s'est relevé d'un demi-point à 4,88 F, puis de 4,88 F à 4,87 F, et enfin de 4,87 F à 4,86 F, le franc suisse à moins de 2,32 F et de 2,49 F.

Effectivement, dès le lundi, le franc s'est relevé d'un demi-point à 4,88 F, puis de 4,88 F à 4,87 F, et enfin de 4,87 F à 4,86 F, le franc suisse à moins de 2,32 F et de 2,49 F.

Effectivement, dès le lundi, le franc s'est relevé d'un demi-point à 4,88 F, puis de 4,88 F à 4,87 F, et enfin de 4,87 F à 4,86 F, le franc suisse à moins de 2,32 F et de 2,49 F.

Effectivement, dès le lundi, le franc s'est relevé d'un demi-point à 4,88 F, puis de 4,88 F à 4,87 F, et enfin de 4,87 F à 4,86 F, le franc suisse à moins de 2,32 F et de 2,49 F.

Effectivement, dès le lundi, le franc s'est relevé d'un demi-point à 4,88 F, puis de 4,88 F à 4,87 F, et enfin de 4,87 F à 4,86 F, le franc suisse à moins de 2,32 F et de 2,49 F.

Bourses étrangères

Le marché de New-York a été agité par les spéculations sur le franc, le dollar s'élevant de 1,3430 à 1,3500 par rapport à la livre sterling.

Le marché de Londres a été agité par les spéculations sur le franc, le dollar s'élevant de 1,3430 à 1,3500 par rapport à la livre sterling.

Le marché de Paris a été agité par les spéculations sur le franc, le dollar s'élevant de 1,3430 à 1,3500 par rapport à la livre sterling.

Le marché de Zurich a été agité par les spéculations sur le franc, le dollar s'élevant de 1,3430 à 1,3500 par rapport à la livre sterling.

Le marché de Frankfurt a été agité par les spéculations sur le franc, le dollar s'élevant de 1,3430 à 1,3500 par rapport à la livre sterling.

Le marché de Bruxelles a été agité par les spéculations sur le franc, le dollar s'élevant de 1,3430 à 1,3500 par rapport à la livre sterling.

Le marché de Amsterdam a été agité par les spéculations sur le franc, le dollar s'élevant de 1,3430 à 1,3500 par rapport à la livre sterling.

Le marché de Milan a été agité par les spéculations sur le franc, le dollar s'élevant de 1,3430 à 1,3500 par rapport à la livre sterling.

UN JOUR DANS LE MONDE

2. MERS

HISTOIRE : « Une légende sur la gauche », par René Rémond ; « Les deux visages de Jaurès », par A.-M. Cocchi-Villiers ; « Les insomnies de César », par G. Metzner ; « Les anciens combattants et la société française », par J.-M. Meyer.

3. ETRANGER

Les conflits en Afrique.

4. PROCHE-ORIENT

Après les déclarations de M. Giscard d'Estaing.

5. AMERIQUES

NICARAGUA : la témoignage de deux coopérateurs français.

6. ASIE

La Krenlie condonne la politique de Phnom-Penh.

7. EUROPE

La préparation des élections législatives.

8. TRIBUNE DU 12 MARS

« L'irrésistible mouvement », par Claude Bourdet.

9. SOCIÉTÉ

La « conférence de presse » de M. Noël Doix.

10. EDUCATION

La légitimité des feuilles de voiture.

11. LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 9 A 15

— Au fil de la semaine : la cause des femmes, par Pierre Villançon-Ponté.

— La lettre de Liverpool, par Nicolas Bernheim.

— La vie du langage, par Jacques Caland.

— RADIO-TELEVISION : Point de vue sur les radios libres : Tous ces rendez-vous manqués, par Toni Arno ; L'impartialité et ailleurs : des comédiens sans paradoxe, par Claude Sarraute.

12. SPORTS

16 A 18. CULTURE

19 A 21. ECONOMIE

22 A 24. LA SEMAINE FINANCIERE

13. LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (11 à 14)

Informations pratiques (13) ; Carnet (14) ; Journal officiel (15) ; Méthodologie (16) ; Mots croisés (17).

14. LA MAISON YVONNE DE BREMOND D'ARS

recherche tous beaux meubles français du XVIII^e siècle

20, FAUBOURG ST-HONORE PARIS 8^e - 266.11.03

AU COURS DU MEETING DU R.P.R.

M. Debré propose l'instauration d'un « vote familial »

Dès l'ouverture, samedi matin 11 février, à 10 heures, du « grand rassemblement pour la République », organisé par le R.P.R., soixante mille personnes au moins se pressaient déjà dans la vaste halle de la porte de Pantin. L'affluence était plus importante que lors de la fondation du nouveau mouvement gaulliste par M. Jacques Chirac, le 5 décembre 1976, à la porte de Versailles. Sous le grand bâtiment métallique de même style que les anciennes halles de Baudouin, d'innombrables drapeaux

La séance a commencé par une série d'interventions d'orateurs représentant les régions. M. Michel Debré, interrompu à plusieurs reprises par des applaudissements particulièrement chaleureux, a lancé à ses « amis, compagnons, militants » une sorte d'appel à la mobilisation, un ordre de bataille. A sept reprises, dès les premières phrases de son discours, il a, en effet, employé ce mot de bataille. Il a ajouté : « Nous ne sommes pas là pour les intrigues, ni pour les combinaisons, encore moins pour les renoncements. (...) Nous sommes pour le respect fondamental de la patrie française. Il n'y a de changement qui vaille que celui qui renforce la France. Ce langage, nous le tenons à nos adversaires avec d'autant plus de force que notre rôle, dans la coalition majoritaire dont nous occupons le succès, doit être déterminant. Ne nous laissons pas diviser, ni simplement entrainer par des querelles de détail. (...) Laissez par les grandes phrases entrecoupées de petites phrases, fatiguées des idéologies entrelardées de poudre aux yeux, électeurs et électrices attendent une espérance fondée sur le sérieux qui fait la noblesse de la politique. »

M. Michel Debré a expliqué ensuite que la France doit présentement faire face à de « multiples guerres » : celle du pétrole, celle des monnaies, celle des méthodes commerciales et celle de la natalité. A ce propos, il a précisé : « Avant dix nouvelles années, les caisses de retraites ne pourront plus payer les pensions de retraite. (...) La France doit donc se préparer à une guerre de survie. (...) Sachons limiter le droit à l'avortement aux cas médicaux et sociaux qui justifient l'acte grâce auquel l'interdiction de la vie. Ne craignons pas d'accorder un droit de vote à cinq enfants. Accordons le vote familial en donnant aux pères et mères un nombre de bulletins correspondant au nombre de leurs enfants mineurs, permettant ainsi de faire voter par leurs parents seize millions de jeunes. (...) L'ancien premier ministre a pour suivi : « Demain, nous déterminerons notre conduite, notre participation, notre soutien à un gouvernement en fonction de la volonté et de la capacité de ceux qui nous dirigent à répondre comme il convient à ces impératifs du bien public. »

L'ancien premier ministre a estimé qu'une société ne recense pas l'espérance si, « dans l'économie, elle laisse les sociétés multinationales à direction étrangère augmenter leurs parts d'influence », et il a ajouté : « L'économie n'est pas dans la chambre d'une Europe battue sur l'idéologie mensongère de la supranationalité, remettant le destin des peuples à des experts qui tiennent la réalité de la nation, recherchant une légitimité factice dans des mécanismes absurdes, tel celui

tricolores avaient été accrochés. Le podium sur lequel devaient prendre place tous les candidats investis par le R.P.R. était surmonté d'innombrables représentations du bonnet phrygien frappé de la croix de Lorraine et de la Marianne. Des drapeaux et des banderoles et des drapeaux signalaient la présence de nombreuses délégations de province. Sur l'estrade, M. Jacques Chirac et les dirigeants du R.P.R. avaient conservé leur manteau et leur écharpe, tant le froid était vif.



(Dessin de KONE.)

d'un prétendu Parlement européen.

Comme il le fait depuis trente ans déjà, M. Michel Debré a provoqué l'enthousiasme à chacune de ses affirmations et la foule lui a répondu par une ovation. Avant lui, M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., avait exalté « le grand mouvement démocratique et populaire » ; le général de Gaulle et de Georges Pompidou.

Pour conclure, il avait dit : « Plus que jamais les exigences du gaullisme sont actuelles. Le gaullisme est le terme le plus large de notre langue politique, celui qui répond le mieux et pour longtemps aux espoirs des Français. »

M. Charles Pasqua, secrétaire général adjoint du mouvement, avait proclamé sous les applaudissements : « Nous sommes le peuple français en marche. Nous sommes les seuls à ne pas être prêts à transiger. »

ANDRÉ PASSERON.

Mme Scrivener dénonce les ententes sur les prix des fabricants d'appareils de chauffage d'eau

« L'attitude de gravité des pratiques récentes (...) Je vous envoie de ma part mes vives condamnations (...) ainsi qu'à toute action anticoncurrentielle (...) ». Telle est la lettre, signée par Mme Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation, qu'elle a reçue : Mme Jean Persy, P.-D.G. de Saunier-Duval ; Michel Henry, P.-D.G. de Châteloteaux et Maury ; la président de la chambre syndicale des distributeurs-grossistes d'appareils sanitaires de chauffage et de canalisation de la région parisienne, M. Maurice Leblanc, P.-D.G. de la société ELM-Leblanc ; le président de la Fédération nationale des chambres syndicales des distributeurs-grossistes en équipement sanitaire, chauffage et canalisation ; le président de l'Union nationale des chambres syndicales de couverture et de plomberie de France ; et le président du syndicat des appareils de production d'eau chaude par le gaz.

La liste est longue (1), mais elle donne une idée de la solidité des ententes qui ne concernent pas seulement les producteurs entre eux, mais aussi les fabricants et les grossistes, les grossistes entre eux, les grossistes et les installateurs.

La commission technique des ententes et des positions dominantes qui avait examiné l'affaire fait naturellement remarquer que « Saunier-Duval pour les chauffe-eau, Châteloteaux et Maury pour les chauffe-bains, ELM-Leblanc pour les chaudières murales disposant en termes de prix de revient d'une certaine supériorité sur les deux autres firmes (...) ces dernières, si elles s'étaient livrées à une concurrence réelle auraient dû pratiquer des politiques tarifaires et commerciales diverses ou rechercher une spécialisation dans la production où chacune était la mieux placée ». « La similitude des tarifs (...) des entreprises laisse présumer une entente tacite », ajoute la commission.

Quelle suite va donner le gouvernement à cette affaire, dont la Commission souligne la « caractéristique de gravité particulière », notamment pour les pratiques qui tendent à « empêcher toute réduction

des marges réalistes par les grossistes, aboutissant ainsi à créer des ventes de situation pour les professionnels en place (...), pratiques qui ne peuvent qu'être une cause structurelle d'inflation » ?

Paradoxalement, le cas de l'entente ne sera pas transmis à la justice, car la quasi-totalité des faits sont couverts par la prescription. La Commission se contente de menacer : « Si les infractions se renouvelaient, et si les entreprises s'en poursuivaient mutuellement, la Commission se verrait contrainte d'engager des poursuites. »

(1) Publiées au Bulletin officiel des services des prix, daté du 10 février.

Les poursuites contre la vice-présidente du Syndicat de la magistrature

La commission de discipline propose la mutation d'office avec abaissement d'échelon contre Mlle Guemann

Sous la présidence de M. Guy Chavannon, procureur général de la Cour de cassation, la commission de discipline du parquet a entendu, vendredi 10 février, Mlle Monique Guemann, premier substitut du procureur de la République à Draguignan, vice-présidente du Syndicat de la magistrature, suspendue de ses fonctions depuis le 18 novembre dernier pour avoir fait état de son inquiétude après l'extradition de l'avocat ouest-allemand, M. K.-L. Croissant.

Mlle Guemann est poursuivie sur la base de l'article 43 du statut de la magistrature visant le manquement d'un magistrat « aux devoirs de son état ». L'infraction, à la délicate ou à la dignité. Au cours de cette audience, M. Henri Montenille, directeur des services judiciaires, faisant office de ministère public, a demandé que la commission approuve une sanction qui serait celle du déplacement d'office avec rétrogradation, c'est-à-dire la mutation de deux des sept sanctions prévues à l'article 43 du statut de la magistrature.

La commission de discipline donne, en effet, un avis que le ministre de la Justice ne peut aggraver sans saisir de nouveau cette commission. On rappelait, ce samedi matin, à la chancellerie,

La rue de Rivoli « dément catégoriquement » la tenue d'une réunion des ministres des finances des Cinq pendant le week-end

La rue de Rivoli « dément catégoriquement » qu'une réunion des ministres des finances des Cinq ait été tenue à Paris pendant le week-end. Une dépêche de l'A.F.P. en provenance de Washington et se référant à une « bonne source », avait annoncé qu'une telle conférence se tiendrait à Paris pendant le week-end.

Elle précisait que le secrétaire américain du Trésor, M. Michael Blumenthal, prendrait un avion pour Paris samedi et qu'il aurait pour tâche de participer à la réunion des Cinq qui se tiendrait à Bonn pour s'entretenir avec le chancelier Helmut Schmidt. La dépêche ajoutait que la réunion des Cinq était de « routine » et n'avait rien à voir avec les mouvements qui avaient affecté le franc et le dollar.

La dernière réunion du groupe des Cinq avait eu lieu à Paris les 4 et 5 décembre dernier, dans le secret (elle n'avait été connue qu'après plusieurs jours de retard

grâce à une « fuite » dans la presse britannique).

A la Chambre des représentants des Etats-Unis, le projet de création du Fonds Witteren (lequel devrait fonctionner en marge du Fonds monétaire et réinjecter quelque 10,5 milliards de dollars, dont la moitié environ fournie par les pays pétroliers et l'autre par un certain nombre de pays de l'O.C.D.E.) apparaît en difficulté. Pour la troisième fois, a été ajourné le vote destiné à approuver la participation américaine.

A Bruxelles, la Commission européenne a décidé, à la demande du gouvernement français, que les montants compensatoires relatifs aux échanges agricoles à l'intérieur de la C.E.E. seraient « gelés » à partir du 15 février à leur niveau actuel. Paris souhaite éviter aux exportateurs de produits agro-alimentaires de subir les contrechocs de la variation des montants compensatoires en fonction des fluctuations (jugées « anormales ») dont le franc fait l'objet sur le marché des changes.

La couronne norvégienne est dévaluée de 8 %

De notre correspondant

Oslo. — La couronne norvégienne a été dévaluée de 8 % par rapport aux autres monnaies du « serpent » européen, a annoncé, le 10 février, le ministre des finances norvégien, M. Per Kleppe. Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion des ministres des finances et des présidents des banques centrales des pays participant au « serpent » (Union belgo-luxembourgeoise, Danemark, Pays-Bas, R.F.A. et Norvège), qui s'est tenue le même jour à Copenhague. La Norvège pourrait décider de quitter le « serpent », comme elle l'a déjà fait la Suède, à la fin août 1977. La décision, dans un sens ou dans l'autre, devait être prise samedi 11 février.

Restaurer la compétitivité des industries exportatrices

Cette dévaluation, qui s'accompagne d'un relèvement de 6 % à 7 % du taux de l'escompte, vise essentiellement à restaurer la compétitivité des industries exportatrices norvégiennes, et, à terme, à redresser la balance des paiements. Ce déficit a atteint 27,6 milliards de couronnes en 1976 (contre 16 milliards en 1975) et la dette extérieure pourrait s'élever à 100 milliards de couronnes cette année (la couronne valait vendredi, avant la dévaluation, environ 12 francs). La situation est d'autant plus préoccupante que les exportations, qui n'auraient progressé que de 8 % en valeur en 1977 (alors que les importations ont crû de 17 %), ne cessent de fléchir en raison de l'importance des coûts de production qui sont les plus élevés d'Europe.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement a annoncé un plan d'austérité comportant notamment un gel des prix qui entrera en vigueur lundi 13 février. Ce même 13 février, commenceront les négociations sur le renouvellement des conventions collectives.

« Nous avons fugué correct de dévaluer maintenant avant que les négociations salariales ne commencent », a déclaré M. Kleppe. Le président de la centrale syndicale L.O., M. Thor Halvorsen, de son côté, a estimé que la dévaluation pourrait accélérer l'augmentation des prix, et donc justifier de nouvelles revendications salariales, mais qu'elle pourrait aussi améliorer la situation des industries exportatrices et faciliter ainsi les négociations.

La couronne norvégienne a été dévaluée à deux reprises l'année dernière, de 5 % (en avril) puis de 5 % (le 31 août), à la suite de la dévaluation de la couronne suédoise. Les autres pays du « serpent » ont demandé à ce pays de dévaluer dans le « serpent ».

STEINER MOE.

SURPRISE ET INQUIETUDE A COPENHAGUE

(De notre correspondant.)

La décision prise à Oslo a été accueillie avec surprise à Copenhague où l'on s'attendait que la couronne norvégienne soit dévaluée dans le courant de 1978 (le Monde du 30 janvier), mais pas si tôt. La réunion des ministres des finances aura, dit-on, été orageuse, les Norvégiens soulevant un rajustement plus important. On s'interroge à Copenhague sur les répercussions de cette opération sur le sort de la couronne danoise — répercussions dont tarderont inévitablement la Norvège compte parmi les principaux partenaires commerciaux du Danemark et est d'autre part, dans certains domaines, comme la construction navale, l'un de ses plus sérieux concurrents.

(C. O.)

NOUVELLES BRÈVES

● Des élections présidentielles et législatives ont lieu le dimanche 12 février au Paraguay. Le général Alfredo Stroessner, au pouvoir depuis 1954, a sollicité un nouveau mandat de ses concitoyens.

● A Popeste, en Polynésie française, les trois derniers encore en fuite depuis l'évacuation s'étaient réfugiés à la prison de Nukunua, à la faveur de la mutinerie du 14 janvier (le Monde du 30 janvier), ont été repêchés.

● L'hebdomadaire « Politique Hebdo », mis en cause au sujet de fonds (40 000 dollars) versés, selon l'hebdomadaire, par la Libye, dans son dernier numéro le fac-similé d'une facture de l'ACILIA (Association arabe internationale pour l'Amérique latine), dont le siège est à Rome et qui a souscrit mille abonnements d'un an (à compter du 1^{er} novembre 1977), soit 180 000 francs. Ce fac-similé, selon l'hebdomadaire, devrait mettre fin à toute insinuation.

● Le joueur de football de Saint-Etienne Dominique Bathenay, victime d'une entorse du genou, samedi 11 février, au cours d'une séance d'entraînement, ne pourra reprendre ses activités avant deux mois. Bathenay est un des éléments prépondérants de l'équipe de France.

Le numéro du « Monde » daté 11 février 1978 a été tiré à 548 835 exemplaires.

CCB - CLUB DU SAMEDI

17, rue d'Aboukir - 75002 PARIS
Métro Sentier - Tél. : 233-42-59

PRÊT-A-PORTER

GROS ARRIVAGES DE MARCHANDISES DEMI-SAISON ET PRINTEMPS

RAYON FEMININ

— Impérissable papeline Plume 150 F
— Impérissable gabardine (rayon) 240 F
— Blazer (velours uni) 315 F
— Ensemble Clubmen (blazer + jupe) 499 F
— Grand choix de robes demi-saison et printemps 149 à 289 F
— Et aussi Jupes, Pantalons, Chemisiers, Robes...

RAYON MASCULIN

TRES GRAND CHOIX DE COSTUMES DEMI-SAISON ET PRINTEMPS

— Choix d'impérissables à partir de 229 F
— Costume 2 pièces laine mélangée 360 F
— Costume 3 pièces pure laine 599 F
— Blazer pure laine 289 F
— Grand choix de vestes et blousons véritable cuir.

RAYON JUNIORS

— Impérissable 175 F
— Ensemble de ski 190 F
— Et aussi Pantalons, Jupes, Robes...

Remise de 5 % sur présentation de ce bon valable jusqu'au 28 février 1978

Du lundi au samedi de 9 h. à 19 h. Nocturne le mardi jusqu'à 21 h.

Retouches gratuites

★

Carte bleue

★

HOMME

DAME

JUNIOR

A B C D F G H